

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : A propos du dernier recensement agricole, par M. Fernand Baudhuin. — La France (Chronique de l'Étranger). — Statistiques.

## A PROPOS DU DERNIER RECENSEMENT AGRICOLE

par M. Fernand Baudhuin,

Professeur à l'Université de Louvain.

I. Les premiers résultats du recensement agricole de 1929 viennent de paraître, dans l'*Annuaire statistique* de 1935. Nous avons souligné ici même le retard avec lequel ces statistiques sont publiées. Nous n'insisterons plus sur cette situation hautement préjudiciable à une saine gestion de la chose publique.

Aussi bien beaucoup de chiffres du recensement dont il s'agit sont-ils périmés depuis plusieurs années. Ils ne peuvent plus guère servir qu'à des études rétrospectives, non dépourvues d'intérêt sans doute, mais offrant assez peu d'utilité immédiate pour un gouvernement. Ils valent cependant d'être étudiés et interprétés.

De la partie générale, nous retiendrons tout d'abord la statistique qui concerne la répartition des cultures. Elle illustre tout d'abord le recul des céréales depuis la guerre. C'est surtout le seigle qui se voit ainsi refoulé. L'avoine perd également une partie de son importance, ce qui n'a rien d'étonnant en présence de la victoire décisive et définitive que remporte l'auto sur la traction chevaline. Quant au froment, il se maintient, à peu de chose près.

La place des céréales est prise par les prairies. Ceci n'est du reste que la continuation d'un mouvement en cours depuis un siècle. Les céréales quittent les terres moins riches, et elles sont remplacées principalement par des pâtures. L'élevage, et la production de beurre, se développent parallèlement, et exigent des quantités de fourrage de plus en plus considérables.

### Répartition du domaine agricole.

	En 1910	En 1929
	<i>Hectares</i>	<i>Hectares</i>
<b>Céréales et farineux :</b>		
Froments.....	161.000	154.000
Seigle.....	269.000	186.000
Orges.....	35.000	25.000
Avoine.....	260.000	231.000
Diverses.....	32.000	11.000
TOTAL...	<b>757.000</b>	<b>607.000</b>
<b>Légumineuses :</b>	<b>13.000</b>	<b>12.000</b>
<b>Plantes industrielles :</b>		
Lin.....	18.000	25.000
Chicorée.....	10.000	6.000
Betteraves à sucre.....	60.000	53.000
Diverses.....	7.700	3.700
TOTAL...	<b>95.700</b>	<b>87.700</b>
<b>Plantes racines :</b>		
Betteraves fourragères.....	70.000	82.000
Pommes de terre.....	172.000	152.000
Diverses.....	11.000	7.000
TOTAL...	<b>253.000</b>	<b>241.800</b>
<b>Fourrages.....</b>	<b>700.000</b>	<b>830.000</b>
<b>Plantes potagères, etc.....</b>	<b>36.900</b>	<b>35.200</b>
<b>Cultures fruitières.....</b>	<b>65.000</b>	<b>70.300</b>
<b>Pépinières, oseraies, etc.....</b>	<b>23.600</b>	<b>26.200</b>
<b>Bruyères, terrains vagues appartenant à des particuliers.....</b>	<b>61.500</b>	<b>91.000</b>
TOTAL GÉNÉRAL...	<b>2.009.000</b>	<b>1.998.000</b>

Une déception, et une énigme, surgissent à l'examen des surfaces consacrées aux plantes potagères : choux-fleurs, asperges, etc. Il est notoire que les cultures maraîchères se sont fortement étendues depuis vingt ans. Le Brabant ne sera plus un jour qu'un vaste jardin. Or, le recensement accuse une légère régression de ces cultures; on l'admettra d'instinct.

Ces constatations se rapportent à l'année 1929. Depuis lors, d'après les renseignements habituels fournis par le Ministère de l'Agriculture, on n'a plus observé, jusqu'en 1933, que des changements peu importants dans la répartition des cultures. On note simplement un léger progrès du côté du froment, aux dépens, semble-t-il, de la betterave à sucre. Pour les années 1934 et 1935, les chiffres définitifs manquent, mais on doit admettre qu'ils traduiront une extension de la culture du froment, en rapport avec les primes accordées par l'Etat.

II. Le recensement de 1929 fait ressortir certains changements de structure, qu'il importe de souligner.

Tout d'abord, observons que la Belgique est de moins en moins un pays de grande culture. En trente-cinq ans, depuis le recensement de 1896, le nombre des exploitations agricoles de 100 hectares et plus a diminué de moitié; celles de 30 à 100 hectares sont, elles aussi, moins nombreuses. Bref, la place des grandes exploitations a été prise par des fermes de moins de 10 hectares, ou des exploitations minuscules de moins d'un hectare.

Cette transformation va de pair avec le recul des céréales. Elle est aussi en rapport avec le manque de main-d'œuvre salariée dont souffre l'agriculture. La grande culture ne paie plus; si les céréales se revalorisent un jour, sa situation s'améliorera, sans devenir cependant brillante. L'avenir demeure aux cultures spécialisées, exigeant des soins attentifs, qu'un exploitant familial peut assurer plus économiquement que n'importe qui. C'est l'explication du succès de la culture maraîchère.

L'évolution vers la petite culture est en cours depuis un siècle, ainsi que le montre le tableau que voici :

#### Nombre d'exploitations agricoles en Belgique.

	1846	1896	1930
De moins d'un hectare...	317.964	544.041	838.883
De 1 à 5 Ha. au plus....	165.933	191.833	194.914
De 5 à moins de 10 Ha. ...	42.737	49.065	56.311
De 10 à moins de 20 Ha. ...	26.585	28.151	27.882
De 20 à moins de 30 Ha. ...	9.056	8.163	7.010
De 30 à moins de 50 Ha. ...	5.941	4.788	3.656
De 50 Ha. et plus.....	4.335	3.584	2.490
TOTAUX...	572.550	829.625	1.131.146

Les trois quarts du sol cultivable en Belgique sont exploités par des agriculteurs disposant d'une étendue comprise entre un et 20 hectares. Et la division

est d'autant plus poussée que le terrain est plus riche. En Flandre orientale, on ne trouve que 1 p. c. du sol aux mains d'exploitants cultivant plus de 50 hectares. Mais dans le Limbourg, la proportion monte à 12 p. c., et dans la province de Namur, à 27 p. c.

#### Etendue du domaine agricole en 1930.

	Etendue	Fraction du total
	<i>Hectares</i>	
De moins d'un hectare.....		
De 1 à moins de 5 Ha.....	131.146	6,6 %
De 5 à moins de 10 Ha. ....	520.115	26,0 %
De 10 à moins de 20 Ha. ....	413.415	20,7 %
De 20 à moins de 30 Ha. ....	397.821	19,9 %
De 30 à moins de 50 Ha. ....	173.138	8,7 %
De 50 Ha. à moins de 100 Ha. ...	143.205	7,2 %
De 100 Ha. et plus.....	142.492	7,1 %
	76.246	3,8 %
TOTAL...	1.997.578	

Ce morcellement de l'exploitation correspond-il à un morcellement de la propriété? Oui, et l'on doit naturellement s'en féliciter au point de vue social. Non seulement les exploitants indépendants, mais aussi les propriétaires fonciers se sont multipliés. Ce mouvement était déjà visible avant la guerre, mais il s'est fortement accéléré depuis lors. En vingt ans, la superficie des terres exploitées en faire-valoir direct a augmenté de 31 à 41 p. c. Environ 200.000 hectares de terres, prises parmi les meilleures, sont ainsi passées aux mains des exploitants. Si l'on songe qu'il s'y joint les bâtiments ruraux appropriés, on constate que la valeur totale ainsi déplacée doit représenter un montant de l'ordre de 6 milliards de francs.

Le tableau qu'on trouvera ici montre que jusqu'en 1910, cette appropriation du sol par les exploitants ne progressait guère. L'extension du domaine agricole obtenu par le défrichement profitait plutôt à la location. Dans les dernières années, celle-ci a nettement reculé.

#### Mode d'exploitation du domaine agricole.

	Location	Faire-valoir direct	Total
1846.....	1.180.000	600.000	1.780.000
1896.....	1.320.000	700.000	2.020.000
1910.....	1.400.000	620.000	2.020.000
1929.....	1.180.000	820.000	2.000.000

La répartition des cultures d'après le mode d'exploitation varie d'une façon surprenante. Le Luxembourg, la province d'Anvers et le Limbourg enregistrent la prédominance du faire-valoir direct. Par contre, les Flandres, bien que très morcelées, sont principalement exploitées en location.

Si l'on prend en considération l'étendue des exploitations, on constate que jusqu'à 20 hectares le faire-

valoir direct n'est pas loin d'atteindre la même importance que la location; il en est de même, chose curieuse, pour les exploitations de 100 hectares et plus. Par contre, entre 20 et 100 hectares, le faire-valoir direct n'atteint que la moitié ou même 28 p. c. de la location.

Il convient d'observer aussi, si l'on veut avoir une idée exacte de la façon dont travaille l'agriculture belge, que fréquemment l'exploitant possède un noyau de terres, qu'il complète par des superficies louées. C'est ainsi que nous pouvons établir le tableau suivant :

#### Nombre d'exploitations.

En faire-valoir direct complètement .....	459.000
En faire-valoir direct, pour plus de moitié	86.000
En faire-valoir direct, pour moins de moitié .....	155.000
En location complète .....	430.000
	1.130.000

Par conséquent, 38 p. c. seulement des exploitants agricoles ne sont pas propriétaires, en tout ou en partie, du domaine où s'exerce leur activité. Ceux qui sont dans ce cas ont évidemment comme objectif de devenir propriétaires; c'est bien dans la mentalité paysanne. Et ceux qui ne sont que partiellement propriétaires, n'auront de cesse tant qu'ils ne le seront entièrement. Cette situation explique sans doute l'absence de radicalisme parmi les agriculteurs belges, qui sont tous propriétaires en fait ou en espérance. Si l'on ajoute qu'ils ne sont pas endettés, et qu'ils possèdent d'importantes liquidités, on aura achevé de fixer leur psychologie.

Un calcul analogue fait sur les chiffres de 1896, montre qu'à cette époque 52 p. c. des exploitants agricoles n'étaient pas propriétaires, en tout ou en partie, de leur domaine. Cette comparaison est une nouvelle preuve du progrès social obtenu en vingt ans, et un indice complémentaire de l'enrichissement des campagnes.

III. La question de la population agricole a toujours été entourée d'un certain mystère. Combien l'agriculture occupe-t-elle de bras? Le recensement de 1895 accusait 1.016.000 personnes de la famille occupées habituellement aux travaux agricoles, et 187.000 ouvriers permanents. Y compris les chefs de culture et employés, on arrivait à 1.205.000 personnes, chiffre sensiblement égal du reste à celui de 1880.

En 1910, le recensement professionnel donne une image fort différente. On ne trouve plus que 518.000 personnes ayant leur occupation dans l'agriculture et les forêts; même si l'on y joint 264.000 aidants familiaux, on n'arrive encore qu'à 779.000 personnes. Non seulement l'agriculture n'a pas profité de l'accroissement de la population du pays, mais encore elle a perdu plus du tiers de sa main-d'œuvre.

Le recensement de 1929 confirme ces indications, et marque une nouvelle avance dans cette direction. La population active et permanente de l'agriculture est revenue à 662.000.

Cette diminution trouve en partie son explication dans ce que nous dirons plus loin de l'intervention du personnel temporaire. Mais elle est due surtout, croyons-nous, à la rationalisation de l'agriculture, et à l'élimination d'un chômage invisible qui retenait à la ferme une main-d'œuvre très mal utilisée.

La réduction de la population agricole est d'autant plus remarquable que la production s'est fortement accrue et valorisée. Chacun sait que l'élevage et surtout la culture maraîchère exigent beaucoup de main-d'œuvre.

Un autre indice à relever réside dans la diminution du nombre des ouvriers et domestiques occupés à titre permanent. Au lieu de 187.000, comme en 1895, on n'en trouve plus que 66.000. Ceci résulte naturellement en partie du recul de la grande culture, qui exige proportionnellement plus de main-d'œuvre salariée.

Le nombre des exploitants agricoles, et des membres de leur famille, est revenu à 596.000. Encore compte-t-il 263.000 femmes, que les recensements antérieurs rangeaient parmi les aidants, et 27.000 jeunes gens de moins de dix-huit ans. Sans méconnaître le travail que ces aidants peuvent fournir, ni leur valeur économique, nous ne pouvons évidemment les assimiler à une main-d'œuvre pleinement occupée. Les femmes font leur ménage, et travaillent accessoirement à la ferme.

Finalement, nous ne trouvons, comme main-d'œuvre pleinement agricole, que 306.000 exploitants du sexe masculin, et 66.000 ouvriers et ouvrières.

Il faut cependant tenir compte des prestations fournies par la main-d'œuvre temporaire. Par une particularité heureuse, le recensement de 1929 nous permet de voir quelle est l'importance de cet appoint. Nous apprenons ainsi que les exploitants et membres de leur famille occupés temporairement ont fourni 33 millions de journées de travail, soit l'équivalent de 116.000 personnes pleinement occupées. Les ouvriers temporaires, de leur côté, ont fourni 8.800.000 journées, soit l'équivalent de 31.000 ouvriers permanents.

Ainsi complété, le nombre des personnes occupées par l'agriculture passerait à 810.000.

IV. Quoi qu'il en soit, essayons de voir comment se compareront vraisemblablement, quand tous les résultats des recensements seront connus, le personnel occupé par les principales activités du pays.

Nous avons dit (1) que l'industrie occupait actuellement 1.938.000 personnes, et le commerce 565.000. L'agriculture arriverait à 662.000, ou à 810.000 si l'on réduit en ouvriers permanents la main-d'œuvre temporaire occupée par elle. Toutefois, il faut tenir compte du caractère accessoire de l'activité d'une

(1) Bulletin de la Banque Nationale, 10 août 1934.

partie des femmes considérées comme employées dans l'agriculture. Probablement peut-on considérer que l'inclusion de ces dernières compense sensiblement l'exclusion des ouvriers temporaires, ce qui autorise à considérer comme définitif le chiffre de 662.000 donné par la statistique générale. Remarquons du reste que les chiffres extraits des recensements antérieurs négligent toujours la main-d'œuvre temporairement occupée par l'agriculture.

Les statistiques dont il s'agit ne sont pas entièrement comparables. Le chiffre de 1910 est emprunté au recensement de la population, celui de 1895, au recense-

ment agricole. Il y a du flottement également en ce qui concerne les aidants. Mais dans l'ensemble, l'évolution est bien dans le sens indiqué par nous, et l'ampleur du mouvement doit être de l'ordre de grandeur que nous avons suggéré.

Dès lors, l'évolution des cinquante dernières années peut se résumer comme suit. Rappelons qu'il existe, en dehors des catégories indiquées ici, un effectif appréciable de gens de maison, ou de membres de professions libres ou libérales, etc. qui doivent être ajoutés pour former la totalité de la population active du pays.

#### Répartition de l'activité belge.

*Personnes occupées.*

	Population du royaume	Industrie	Par rapport à la population	Commerce	Par rapport à la population	Agriculture	Par rapport à la population
1895-1896.....	6.496.000	1.102.000	17 %	(1) 350.000	5,4 %	1.205.000	18,5 %
1910 (2).....	7.424.000	1.710.000	24 %	522.000	7 %	779.000	10,5 %
1930.....	8.092.000	1.938.000	24 %	565.000	7 %	662.000	8,2 %

(1) Estimation d'après les recensements de la population de 1890 et de 1900.

(2) Recensement de la population.

Il n'est donc pas douteux qu'en dépit de l'augmentation du volume et de la valeur de la production, la population agricole ne cesse de diminuer en Belgique. Le retour à la terre que l'on se dispose à organiser

pourra-t-il contrarier pareil mouvement? On se le demande, en présence de la force que ce dernier manifeste.

## LA FRANCE

(CHRONIQUE DE L'ETRANGER.)

Depuis le second semestre de 1933, les indices de l'économie générale de la France n'ont pas cessé de choir. En 1934, ils se sont trouvés en moyenne au-dessous du niveau de 1932, année pendant laquelle on croyait avoir atteint le fond de la dépression.

L'indice de la taxe sur le chiffre d'affaires, tombé à 99 pendant le premier trimestre de 1935, est de dix points inférieur à celui de 1933, et de neuf à celui de l'année dernière. L'indice de la production industrielle, qui avait gagné onze points il y a deux ans, en a reperdu huit pour retomber à 99 en 1934; en février 1935, il n'était plus que de 96. Le nombre des faillites augmente; la moyenne mensuelle passa de 1.147 en 1933 à 1.254 en 1934; pendant le premier semestre en cours, elle oscilla autour de 1.450. L'indice du produit de la taxe sur les opérations des bourses de commerce était 194, il y a deux ans, et 149 l'an dernier; celui des opérations de la Chambre de Compensation de Paris subit également un fléchissement très net : 519 en 1933, 445 en 1934; il ne semble pas avoir connu d'amélioration pendant les premiers mois de 1935. La situation générale n'a donc pas cessé d'empirer.

Le gouvernement actuel se trouve par conséquent devant les mêmes problèmes que les deux cabinets précédents. A l'avant-plan de ses préoccupations se placent les problèmes budgétaires et économiques, dont la gravité entretient une psychose de méfiance et d'incertitude. Par ce facteur moral, ces deux problèmes, tout en n'étant au fond que des résultantes et non des causes de la dépression, se sont greffés sur celle-ci pour l'aggraver.

Le redressement de l'équilibre budgétaire occupe, sur le plan des mesures immédiates que le gouvernement doit prendre, une place essentielle; ce d'autant plus que les recettes fléchissent au rythme de la crise qui s'accroît graduellement, tandis que les dépenses s'accroissent anormalement sous l'effet de circonstances imprévues, comme la crainte suscitée par le réarmement de l'Allemagne, qui a poussé à de nouvelles et importantes dépenses militaires.

Le déficit budgétaire atteint un montant important, même en tenant compte de ce qu'en principe, la France ne connaît pas le budget extraordinaire et de ce qu'en conséquence, à la différence de la pratique belge, le chiffre du déficit comprend à la fois l'ordinaire et l'extraordinaire. Ainsi envisagée, la somme des déficits, depuis 1930, est de 30 milliards, répartis sur une courbe dont le sommet grève l'exercice 1932-1933 avec 10 milliards, qui tombe à 7 milliards pendant l'exer-

cice suivant, puis à 5,6 milliards pendant l'exercice dernièrement écoulé. A cela s'ajoute le déficit des chemins de fer. Pour l'ensemble des quatre grandes compagnies, il dépassa 2 milliards en 1934. Pendant le premier trimestre de 1935, il a accusé une augmentation de plus de 13 p. c. par rapport au déficit de la période correspondante de l'année précédente. Au cours des mêmes mois, le produit des impôts indirects et des monopoles affectés au budget général, ainsi que celui des revenus du domaine, ont été inférieurs aux prévisions de 798 millions environ. D'ailleurs, depuis deux ans surtout, toutes les estimations ont été dépassées par les événements. On en accuse principalement les brusques sautes des ressources douanières et la tension de la situation internationale qui entraîne, dans le secteur économique, des remous inquiétants. D'où les difficultés croissantes de la Trésorerie.

Ne voulant se prêter à aucune manipulation monétaire, les deux derniers cabinets se sont appliqués à assurer la constance et, si possible, l'augmentation des rentrées en essayant de redresser la marche des affaires et en adaptant mieux les impôts aux facultés contributives du pays; d'un autre côté, ils se sont efforcés de réduire les dépenses par une politique de déflation.

Le cours de la rente, tout en se maintenant depuis le début de l'année au-dessus des moyennes de 1933 et 1934, a reculé, en avril, presque sur toute la ligne, en comparaison avec le mois de janvier. Les avantages qu'il faut désormais accorder au rentier deviennent de plus en plus onéreux. L'Etat emprunte à plus de 5 p. c. Les conditions du nouvel emprunt des P. T. T. 5 p. c., émis à 910 francs pour une valeur nominale de 1.000 francs, rappellent celles d'un autre emprunt de la même espèce, lancé après les journées de février 1934.

Enfin, l'absorption de l'épargne par les placements à long terme de l'Etat accentue le délaissement des obligations de sociétés. Les quelques chiffres qui suivent traduisent nettement la tendance qui existe à cet égard.

ANNÉES	Emissions privées	Emissions publiques
(En millions de francs)		
1930 .....	1.459	738
1931 .....	1.196	981
1932 .....	423	2.287
1933 .....	221	2.180
1934 .....	250	2.150

Sous l'empire de l'inquiétude en matière monétaire, les dépôts en banque diminuent. Par contre, la masse du petit public ne paraît pas touchée par ces craintes, car les dépôts dans les caisses d'épargne publiques accusent une grande stabilité.

ANNÉES	Caisses d'épargne publiques (dépôts)	Dépôts en banques
1933 (moyenne) ...	57.901	33.681
1934 (juillet) .....	57.768	30.275

Les ressources de l'épargne française restent donc abondantes, tout en se détournant pour le moment du « long terme » et de l'économie privée.

L'emprunt à court terme, devenu, dans ces conditions, le moyen courant pour tirer d'embarras la Trésorerie, a donné lieu à des innovations. On a commencé par porter le plafond d'émission des Bons du Trésor de 10 à 15 milliards, le 29 février 1934. Ce plafond n'est pas encore assez élevé pour les besoins du moment. Mais, outre les difficultés résultant des limites de l'émission, il en existe une autre, plus grave : celle de trouver preneur.

C'est pour cette raison que le Cabinet Flandin songea à instaurer le réescompte direct des Bons par l'Institut d'émission. Mais l'opposition fut forte de la part de la Banque de France, soucieuse de ne pas voir la circulation fiduciaire utilisée en réalité à couvrir un déficit budgétaire permanent.

Le 21 février dernier, la Banque de France prit simplement la décision de consentir à l'avenir des prêts spéciaux sur les bons à court terme, augmentant leur attrait pour le marché. La durée de ces prêts est de cinq jours. Ils sont renouvelables par tranches de cinq jours, la durée totale ne pouvant excéder trente jours. Les valeurs acceptées en garantie de ces avances sont « les effets publics à échéance déterminée ne dépassant pas deux ans », c'est-à-dire essentiellement les bons ordinaires du Trésor de trois mois à un an, et les bons de la Défense Nationale, à l'exclusion de tous les fonds publics à échéance non déterminée ou dont le remboursement est prévu dans un délai supérieur à deux ans, et des titres se négociant à la Bourse ; à tous ces titres, la voie des avances reste naturellement ouverte.

La fixation du taux de ces « pensions » exigeait de la prudence. Trop coûteux, il aurait annihilé tous les avantages offerts au marché monétaire. Trop bon marché, il aurait poussé à des spéculations, en vertu du bénéfice réalisé par l'emprunteur sur la différence des taux d'escompte et des bons, et aussi en vertu du jeu qui consiste à renouveler des achats au moyen d'avances faites sur les bons achetés une première fois, ce qui pourrait pousser à une inflation du crédit. C'est pourquoi la Banque l'établit en fonction de l'intérêt des titres acceptés en gage, en imposant à l'emprun-

teur un léger sacrifice pour l'empêcher de faire une bonne affaire. Choix difficile : entre les bons du Trésor portant 2 3/8 p. c. d'intérêt et les bons de la Défense Nationale portant 3 p. c., l'écart est assez notable. Finalement, il fut porté à 2 5/8 p. c. Le premier inconvénient subsiste donc en partie. Mais il n'est pas bien grand. En effet, il est loisible à la Banque d'accorder une avance intermédiaire entre les 80 p. c. de la valeur nominale des titres et leur valeur actuelle, de façon à atténuer l'avantage que laisse le taux de 2 5/8 p. c. aux souscripteurs de bons de la Défense. En outre, les nouveaux prêts ne pourront pas, semble-t-il, dépasser un plafond de 2 1/2 à 3 milliards. Enfin, en cas de besoin, la Banque dispose de la ressource qui consiste à fixer des taux différents pour les deux catégories de bons.

La différence entre ce régime et celui des avances ordinaires sur fonds publics réside essentiellement dans le taux d'intérêt plus favorable et dans la proportion du crédit, laquelle, en régime ordinaire, est limitée à 80 p. c.

C'est un début dans la voie suivie depuis de longues années en Grande-Bretagne, où le rôle du *Treasury Bill* est, en fait, déterminant sur le marché monétaire, et où il parvient à assurer aux banques des placements d'une liquidité aisée. Mais c'est encore peu à côté de ce que le gouvernement français paraissait souhaiter : un élargissement systématique du réescompte des bons. Or, l'opinion publique elle-même s'opposait à une pratique qui, dans une période agitée, pouvait accréditer des bruits d'inflation. Et c'est pour prévenir de tels bruits et de tels abus que les précautions prises pour garantir le maintien de l'intégrité monétaire sont multiples : la courte durée des prêts, la fixation d'un plafond et l'inscription des pensions de bons sous une rubrique spéciale dans les situations hebdomadaires de la banque.

L'innovation produisit rapidement son effet sur le taux des bons, qui baissa nettement au cours du mois suivant. On n'utilisa cependant pas immédiatement les nouvelles facilités. Ce fut le 29 mars seulement que la situation hebdomadaire de la Banque de France portait sous la nouvelle rubrique la somme très minime de 20.104.000 francs. L'avantage réside d'ailleurs surtout dans la possibilité de permettre aux banques de se faire de l'argent sur les bons qu'elles détiennent. Quant à l'avantage qui en résulte pour l'Etat, il se traduit par le placement plus facile d'un emprunt de 3,250 milliards, émis le 9 mars, sous la forme de bons 4 p. c. à 3, 6 ou 12 ans, à 980 francs, ce qui constitue un progrès évident sur l'emprunt du même type, émis en octobre 1934, à 976 francs, au taux de 4 1/2 p. c.

Mais l'équilibre budgétaire restait à réaliser, et la direction que M. Flandin imprima à la rente, en annonçant une politique d'expansion du crédit, n'a pas duré longtemps. Après s'être relevé en février jusqu'à 89,5, l'index de la rente est tombé en mars à 84,1. Depuis lors, il oscille autour de ce niveau, les annonces

répétées des rentrées budgétaires déficitaires produisant naturellement un effet défavorable.

La persistance du déséquilibre budgétaire a donné forme et consistance à la lutte contre le franc français. Celui-ci a subi des assauts multipliés. Les uns proviennent de spéculateurs qui trouvent la justification de leurs désirs dans le mouvement dévaluationniste et dans le mûrissement de la crise politique qui aboutit à la chute du Cabinet Flandin. Les autres résultent de la méfiance du grand public. L'inquiétude qui gagna le pays dans ces derniers temps est plus dangereuse que les manœuvres des spéculateurs. Elle se traduisit entre autres par la constitution de « syndicats » qui achetèrent, au moyen de fonds réunis en commun, des lingots d'or à la Banque de France. Il en résulta des retraits de dépôts assez massifs aux guichets des banques comme des caisses d'épargne et des demandes de remboursement des bons à court terme, ce qui gênait considérablement la Trésorerie.

En fait, la situation technique du franc français est restée excellente. Les sorties d'or, bien qu'elles aient

atteint, depuis fin mars, le total de 10,8 milliards, ne sont pas un indice de faiblesse. La proportion de couverture se trouve ramenée de 80,33 p. c. à 73,35 p. c. au 31 mai. C'est plus qu'il n'en faut. Néanmoins et pour marquer sa volonté de maintenir le franc à sa parité-or actuelle, la Banque a successivement relevé le taux de l'escompte, de 2 1/2 à 3 p. c. le 24 mai, à 4 p. c. le 25, à 6 p. c. le 28 du même mois.

\* \* \*

On le voit, la situation économique a été dominée depuis la fin du mois de mars par une crise monétaire qui s'est d'ailleurs étendue à l'ensemble des pays du bloc de l'or. L'émotion après la dévaluation belge provoqua une intense spéculation, qui se développa contre le florin et le franc suisse. Ce mouvement s'est ensuite étendu au franc français.

Le tableau suivant permet de se rendre compte du mouvement de l'encaisse-or et devises de la Banque de France :

	Diminution en milliers de francs français		% de proportion
Situation au 4 janvier 1935.....	82.017.700	—	80,72 %
» 29 mars » .....	82.634.600	—	80,30 %
» 5 avril » .....	81.985.600	649.000	80,33 %
» 12 » » .....	81.384.600	601.000	80,23 %
» 19 » » .....	81.023.500	361.100	80,19 %
» 26 » » .....	80.932.700	90.800	79,97 %
» 3 mai » .....	80.626.700	306.000	80,16 %
» 10 » » .....	80.283.100	343.500	80,10 %
» 17 » » .....	79.761.900	521.200	80,02 %
» 24 » » .....	76.595.600	3.166.400	78,32 %
» 31 » » .....	71.778.700	4.816.850	73,35 %
» 7 juin » .....	70.725.200	1.053.550	73,54 %

Total des diminutions au 7 juin 1935 : F. F. 11.909.400 = F. B. 23.204.000, soit 14,52 p. c.

De l'ensemble des diminutions, de 14,52 p. c. depuis janvier 1935, la presque totalité, soit 14,41 p. c., ne remonte pas plus loin que le 29 mars. Jusqu'à cette dernière date, les sorties d'or de la Banque de France étaient compensées par les entrées venant des autres pays du bloc-or, et spécialement de Belgique. Paris remplissait le rôle de centre financier international à

base or. Mais depuis la fin mars, les mouvements d'or ont de plus en plus directement intéressé Paris, comme le montre le tableau ci-dessus.

Le tableau suivant permet de comparer l'ampleur du mouvement tant pour la Banque de France que pour la Banque Nationale Suisse et la Nederlandsche Bank.

	Sommes en milliers de francs				
	Encaisse-or et devises	% de couverture	Différence	Contre-valeur en fr. belges	% de diminut.
Banque de France au 11 janvier ..... fr. fr.	82.016.147	80,78 %	fr. fr. <i>en moins</i>		
» 31 mai .....	71.778.700	73,35 %	10.237.447	19.929.750	12,48 %
Banque Nationale Suisse au 15 janvier .... fr. s.	1.915.199	96,01 %	fr. s. <i>en moins</i>		
» 7 juin .....	1.173.105	77,35 %	742.094	7.116.680	38,75 %
Nederlandsche Bank au 14 janvier ..... flor.	867.438	81,72 %	flor. <i>en moins</i>		
» 3 juin .....	642.130	71,07 %	225.308	4.490.400	25,97 %

Les chiffres ci-dessus, pour être comparables, ont été basés sur la situation au milieu du mois de janvier, mais il n'en faudrait pas conclure que le mouvement a été parallèle. Au contraire, comme nous l'avons dit, et comme le premier tableau le montre, il a commencé par se diriger contre la Nederlandsche Bank et la Banque Nationale Suisse pour se développer ensuite dans ces dernières semaines contre Paris, en grande partie sous l'impression causée par les crises ministérielles successives et par les doutes nés dans le public au sujet de la volonté du Gouvernement et du Parlement de redresser la situation budgétaire.

En étudiant le tableau ci-dessus, on remarquera que, proportionnellement, c'est la Banque de France qui a subi les prélèvements d'or les moins importants.

Au 31 mai, la proportion de diminution n'est que de 12,48 p. c., contre 25,97 p. c. pour les Pays-Bas et 38,75 p. c. en Suisse.

Mais, à leur tour, ces chiffres n'ont qu'une importance relative, car le point de départ n'est pas identique. C'est ainsi que la Suisse, au 5 janvier, avait une couverture de 96,01 p. c., supérieure de 16 p. c. à celle qu'accusait à cette date la Banque de France. En fait, les trois instituts sont revenus à des proportions de couverture qui se rapprochent sensiblement les unes des autres. Elles étaient au 31 mai dernier de :

71,07 p. c. pour la Nederlandsche Bank ;

73,35 p. c. pour la Banque de France ;

77,35 p. c. pour la Banque Nationale Suisse.

Il est à peine besoin de faire ressortir que ces proportions dépassent de loin tout ce que réclament les conditions légales de couverture et tout ce que peut exiger la prudence la plus inquiète. On peut en conclure qu'aussi bien en France qu'en Suisse et dans les Pays-Bas, la situation est semblable à celle qui existait en Belgique à fin mars, à savoir qu'au point de vue monétaire, l'institut est en situation de maintenir intégralement la parité-or de la monnaie.

Le nouveau gouvernement français, comme les Cabinets précédents, a d'ailleurs confirmé sa volonté inébranlable de défendre le franc à sa parité-or actuelle. A la suite de la constitution du Cabinet Laval et du vote par les Chambres françaises de pouvoirs nécessaires pour réaliser l'assainissement financier, le cours du franc français s'est relevé et les mouvements d'or ont diminué considérablement.

En fait, question budgétaire et question monétaire ne sont que des symptômes de la crise, à la vérité très inquiétants, mais qui, sur l'échelle des valeurs, ne devraient occuper qu'une place accessoire. Le mal gît plus profondément. Il persiste, selon les uns, parce que les prix français sont trop élevés par rapport à ceux des pays à monnaie dépréciée, en fait par rapport à presque tous les autres pays, ce qui ne permet pas à la France de lutter efficacement sur les marchés extérieurs, ni même à l'intérieur de ses frontières, contre la concurrence. A cela s'ajoute, selon les autres, la persistance grandissante de l'écart entre le coût de la vie et les prix de gros. Cet écart n'a pas cessé de

s'accroître ; alors que, depuis 1932, le coût de la vie n'a pour ainsi dire plus bougé, les prix de gros ont baissé dans une proportion telle que l'écart a augmenté de plus de 10 p. c. pendant la période 1932-1934. Jusqu'au mois d'avril 1935, l'indice des prix de gros n'a pas remonté la pente d'une façon appréciable ; il reste nettement inférieur à la moyenne de l'année précédente, alors que l'indice du coût de la vie se maintient sensiblement au même niveau.

Le protectionnisme intensif pratiqué par le pays est une des causes principales de cette situation.

A ces facteurs, dont la portée réelle donne lieu à de vives controverses, il faut ajouter un élément, très important pour la prospérité générale de la France et pour sa balance des comptes. Par suite de la crise mondiale et spécialement des troubles monétaires, l'afflux d'étrangers à Paris et dans les villes d'eaux et de cure a diminué dans de très fortes proportions. Ce facteur est international et il n'apparaît pas encore qu'il se présente plus favorablement.

De tout ceci résulte un fléchissement général de la production et du commerce extérieur de la France. Désireux de sortir de ces difficultés, le gouvernement de M. Flandin a d'abord affirmé sa volonté d'ajuster la production à la consommation déficitaire. Dans son discours-programme, prononcé le 27 novembre 1934, au banquet des Groupements commerciaux et industriels, il exposa un plan auquel on ne s'attendait guère de la part du chef du gouvernement. « Dans le cycle présent et pour notre pays — dit-il — je pense qu'il n'y a pas d'autre solution que d'adapter la production à la consommation. Cette adaptation se serait faite d'elle-même si l'automatisme des lois économiques n'avait pas été enrayé. Mais au régime de l'intervention ne peut succéder qu'un régime de contre-intervention, même si la liberté est le but final. » L'objet de la réforme annoncée dans ces lignes est contenu dans le projet de loi déposé le 10 janvier 1935 sur le bureau de la Chambre, et qui, même si le Sénat n'approuve pas le vote de la Chambre acquis le 5 mars, vaut la peine qu'on s'y arrête un instant. Elle a pour but de faciliter et de provoquer même le rajustement nécessaire entre la production et la consommation, en suscitant « des accords volontairement conclus entre industriels et en n'intervenant qu'en temps de crise seulement pour rendre obligatoires et imposer aux dissidents ceux de ces accords qui lui paraissent conformes à l'intérêt général, pour en surveiller et contrôler l'exécution, et enfin, pour promouvoir les ententes jugées nécessaires, en cas de carence démontrée par les intéressés eux-mêmes ».

Ensuite, la réaction provoquée par une balance commerciale sans cesse défavorable a donné naissance à un nouveau courant d'opinion relatif à la politique du commerce extérieur. Cédant à l'illusion qu'elle pouvait largement se suffire à elle-même, la France s'est entourée d'un réseau de barrières tendant à préserver le marché national et à obtenir une balance commerciale favorable. Mais ni l'application de la

politique de contingentement, ni le recours aux accords de compensation n'ont produit les effets attendus. Dans tous les cas, cette politique n'a pas pu empêcher que les résultats de mars 1935, venant après ceux de février, particulièrement défavorables, se présentent en diminution, par rapport à ceux de mars 1931, que la crise mondiale avait déjà légèrement affectés, de 2.223 millions, soit 55 p. c. pour les importations, et de 1.786 millions, soit près de 60 p. c. pour les exportations. La tendance générale des échanges extérieurs a subi quelquel changement depuis 1933 : réduction en valeur, augmentation en volume. Mais cette modification, résultat de la compression considérable des prix de vente, n'est aucunement avantageuse. Aussi la « déflation » des prix rencontre-t-elle de moins en moins de succès auprès des producteurs.

Cette situation déplorable a dirigé l'activité diplomatique du Cabinet Flandin, au point de vue des relations commerciales, dans une voie plus libérale. On a reconnu que le régime contractuel de la France avec ses voisins, basé sur la clause du traitement de la nation la plus favorisée et sur un régime de tarifs conventionnels assez étendu, mérite d'être révisé, surtout depuis la désolidarisation monétaire mondiale. Mais la chose n'est guère facile. Car, comme l'expose M. Edouard Néron dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 mai 1935, la crise économique et finan-

cière a imposé au gouvernement une politique commerciale inspirée du souci de sauvegarder l'activité de l'agriculture et de l'industrie nationales. Pour ce faire, on a superposé au jeu classique de protection que constitue le tarif douanier, diverses mesures comme les contingentements, les surtaxes de change, les majorations de la taxe d'importation, les taxes de licence et les caisses de compensation. Rien n'est plus difficile que de sortir de ce redoutable et fatal engrenage.

Des idées plus libérales ont gagné des partisans du fait de la nouvelle contraction des affaires pendant le premier trimestre de 1935 et par la difficulté de conclure des traités de commerce avec la Belgique et l'Italie notamment. M. le ministre Marchandeu, revenant d'un voyage à Milan, au mois d'avril dernier, a déclaré vouloir entreprendre des réformes en vue d'un commerce plus libre.

En outre, un mouvement a pris corps pendant l'année 1934, qui tend à rendre plus étroites et plus effectives les relations commerciales entre la France et ses colonies. Nous avons déjà constaté, dans une chronique précédente, le changement profond qui s'est opéré dans le rapport entre les échanges franco-coloniaux et les transactions avec les pays étrangers, en ce sens que, depuis 1932, la balance commerciale est déficitaire pour les échanges avec les colonies.

	1931	1932	1933	1934
	(En millions de francs)			
IMPORTATIONS totales .....	42.206	29.808	28.431	23.061
Importations venant des colonies .....	6.215	6.232	6.730	5.813
Importations venant des colonies, en p. c. du total .....	14,7	20,8	23,6	25,2
EXPORTATIONS totales .....	30.436	19.705	18.474	17.822
Exportations vers les colonies .....	7.318	6.204	5.989	5.502
Exportations vers les colonies, en p. c. du total .....	24	31,4	32,4	30,8

Ce renversement s'est encore accentué depuis le premier trimestre de 1935. Les importations provenant des colonies accusent une diminution de 10,4 p. c. par rapport à celles de la même période de 1934, alors que celles venant de l'étranger sont en recul de 21 p. c. Par contre, les exportations vers les colonies sont en régression de 16,5 p. c., tandis que celles vers l'étranger descendent seulement de 7,1 p. c.

Pour activer les rapports économiques avec les colonies, une conférence franco-coloniale a été convoquée. Réunie à Paris le 3 décembre 1934, elle s'est séparée le 13 avril 1935. Il a fallu l'intensité d'une crise particulièrement longue pour que la France suive, à quarante ans d'intervalle, l'exemple de l'Angleterre, qui, dès 1887, convoqua une première conférence impériale. Il n'est pas dépourvu d'intérêt de rappeler la différence qui sépare la conférence de Paris de celle d'Ottawa. A l'occasion de cette dernière, des traités furent conclus entre la métropole et les Dominions — pays habités par des blancs, fortement industrialisés et dotés de la plus large autonomie. A Paris, on dut se contenter d'élaborer des projets pour régler l'acti-

vité économique de la mère-patrie et de colonies habitées en majeure partie par des hommes de couleur, ne jouissant en général que d'une faible autonomie, et relativement peu industrialisés.

Les travaux de cette conférence ont abouti à d'importantes conclusions, portant sur la production, les rapports économiques généraux, l'outillage colonial, les finances publiques et privées, les problèmes hygiéniques et sociaux. On s'est prononcé notamment sur l'opportunité, pour la métropole et la France d'outremer, de constituer un vaste bloc utilisant la diversité des productions pour le bien commun des Etats européens, en vue d'une politique d'entente économique, et de faire entrer régulièrement les produits coloniaux dans le cadre des négociations commerciales avec les divers pays européens; de même, on a envisagé la constitution d'un organisme permanent qui puisse guider le commerce impérial. Ces points, parmi d'autres, consacreront peut-être un jour une collaboration très étroite selon les règles prévues dans la charte impériale que le secrétaire général de la Conférence a présentée au gouvernement.

## BOURSE DE BRUXELLES

### MARCHÉ DES CHANGES.

Les marchés ont été pendant toute la quinzaine sous l'influence des événements politiques qui se sont déroulés en France. La devise française a subi de violents remous dont le contre-coup s'est fait sentir sur toutes les places et principalement sur la nôtre. Par rapport au belga, le point d'importation du métal de Paris à Bruxelles se situe aux environs de 38,97. A plusieurs reprises dans le courant de la quinzaine, le cours est tombé nettement en deçà de cette limite. Le 31 mai, le fléchissement s'est étendu jusqu'à 38,17, cours qui s'éloignait de 2,47 p. c. du pair monétaire. Simultanément, le dollar tomba à 5,80, le florin à 391 et le franc suisse à 186,50, cours inférieurs respectivement de 1,69 p. c., 2,62 p. c. et 3,24 p. c. aux parités métalliques. Cette situation anormale se corrigea progressivement au cours des huit jours qui suivirent. Actuellement, le franc français est négocié aux environs de 38,95; le dollar a rejoint le niveau de 5,88 1/2; le florin et le franc suisse valent respectivement 389,60 et 191,80.

De son côté, la livre sterling a subi des fluctuations assez profondes. Traitée au début de la quinzaine aux environs de 29,20, elle fléchit entre le 25 et le 31 mai à 28,72 1/2. Elle se redressa ensuite jusqu'à 29,05. Tous les autres changes ont également été un moment désaxés. Celui sur Madrid s'est replié jusqu'à 78,40, puis a regagné le cours de 80,85. La lire italienne, après avoir reculé jusqu'à 48,20, est revenue à 48,90. Les trois couronnes scandinaves ont suivi le change anglais dans ses hauts et ses bas. Elles ont enregistré les cours extrêmes suivants :

	Plus bas	Plus haut
Couronne suédoise.....	147,90	150,35
Couronne norvégienne.....	144,70	146,40
Couronne danoise.....	128,50	130,30

Le change sur Prague, après avoir glissé de 24,67 à 24, s'est fixé aux environs de 24,55. Le change sur Montréal a décrit une courbe à peu près similaire de 5,92 à 5,87 1/2 en passant par 5,77 1/2, ainsi que le zloty qui, refoulé de 111,30 à 109,50, est monté ensuite à 111,45. Le cours du reichsmark a été, comme précédemment, invariablement fixé à 237,98.

A terme, la pression exercée sur le franc français a été particulièrement vive. Les déports ont atteint un niveau sans précédent. Pour trois mois, la perte par rapport au comptant a été de l'ordre de 10 p. c. Ces taux sont dus surtout à la pénurie de capitaux qui résulte des sévères restrictions de crédit que pratique pour la défense de la monnaie la Banque de France. Depuis quarante-huit heures, une détente notable s'est produite. L'écart par rapport au comptant n'est plus que de 4 p. c.

Les autres devises ont également subi des déports relativement lourds. Le florin et le franc suisse ont

été traités certains jours avec un déport de 4 p. c. et 6,25 p. c. pour trois mois; celui de la livre sterling s'est élargi un moment jusqu'à 1,20 p. c. pour une même période.

La prime importante faite par le belga sur l'ensemble des devises au comptant a naturellement provoqué vers notre marché un continuel afflux d'or. Comme précédemment, cet argent n'a pu être placé sous forme de *call money*, ni en escompte, chacun ayant une trésorerie largement pourvue.

Le 10 juin 1935.

### MARCHÉ DES TITRES.

#### Comptant.

Le marché du comptant a plutôt marqué durant cette dernière quinzaine une tendance à la baisse, qui affecte la presque totalité des compartiments.

On en jugera par le tableau comparatif ci-après des cours pratiqués les 3 juin et 17 mai 1935.

Citons :

**Aux rentes :** Dette Belge 2<sup>e</sup> série, 78,50-80; Dette Belge 4<sup>e</sup> série, 98-99,50; Bons du Trésor à 5 ans 1932-1937, 105,50-103,50; 4 p. c. Emprunt Unifié 1<sup>re</sup> série, 96,75-97,10; 4 p. c. Unifié 2<sup>e</sup> série, 96,50-97; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1932, 523-518; 4 p. c. Emprunt Belge à lots 1933, 1030-1025; 4 p. c. Dommages de Guerre 1921, 239,50-237,50; 4 p. c. Dommages de Guerre 1922, 249-245,50; 4 p. c. Dommages de Guerre 1923, 506-497,50.

**Aux assurances et banques :** Assurances Générales sur la vie, 7300-7725; Banque du Congo Belge, 1300-1410; Banque Belge pour l'Étranger, 417,50-400; Banque Nationale de Belgique, 2105-2120; Caisse Générale de Reports et de Dépôts, 2850-3200; Société Nationale de Crédit à l'Industrie, 420-447,50; Brufina, 1170-1155; Société Belge de Banque, 950-1010; part de réserve Société Générale de Belgique, 4025-4350.

**Aux entreprises mobilières et immobilières, hypothécaires et hôtelières :** Crédit Foncier Africain, 135-147,50; part de fondateur Crédit Foncier d'Extrême-Orient, 13525-14000; Ezbekieh, 990-925; action de dividende Hypothécaire Belge-Américaine, 8875-8725; Immobilière Bruxelloise (coupon n° 10 de 175 francs détaché), 5325-5500.

**Aux chemins de fer :** Société Nationale des Chemins de Fer Belges, 528-541; action privilégiée 6 p. c. Katanga, 1015-975; Vicinaux du Congo, 555-535.

**Aux chemins de fer et transports par eau :** action de dividende Braine-le-Comte à Gand, 6025-5990; part de fondateur Congo, 3330-3600; action ordinaire Chemins de Fer du Katanga, 239-223; action de jouissance Welkenraedt, 16450-16800.

**Aux tramways, chemins de fer économiques et vicinaux :** action de dividende Bruxellois, 6550-6775; part sociale Le Caire, 517,50-537,50; Vicinaux Hollandais, 370-350.

**Aux tramways et électricité (trusts) :** part sociale Bangkok, 800-750; part sociale Compagnie Belge de Chemins de Fer et Entreprises, 750-827,50; action de dividende Electrafina, 510-492,50; Electrobél, 2150-2305; part de fondateur Electroraíl, 4000-4290; action privilégiée Engetra, 1175-1120; Tientsin, 3370-3125; action ordinaire Sofina, 11375-12200.

**Entreprises de gaz et d'électricité :** action privilégiée Electricité du Bassin de Charleroi, 1035-1150; action de capital privilégiée Electricité du Borinage, 1535-1575; 1/10 de part de fondateur Electricité du Borinage, 3200-3175; part de fondateur Bruxelloise d'Electricité (coupon n° 14 de fr. 272,70 détaché), 11100-12000; part de fondateur Electricité de la Dendre, 3890-3875; 1/10 de part de fondateur Electricité de l'Est de la Belgique, 5750-5850; 1/10 de part de fondateur Electricité du Nord de la Belgique, 8150-8350; part de fondateur Gaz et Electricité du Hainaut, 13975-13850.

**Aux industries métallurgiques :** action de capital Ateliers de Familleureux, 1250-1335; Baume et Marpent se répète à 7950; action de capital Fabrique de Fer de Charleroi, 975-1005; Forges de Clabecq, 31300-30500; Cockerill, 415-487,50; Espérance-Longdoz, 2150-2275; part sociale La Fontainoise, 1550-1575; Phénix-Works, 590-567,50; Providence, 11225-10700.

**Aux charbonnages et fours à coke :** Beeringen, 627,50-550; Bonnier, 4690-4750; part sociale Centre de Jumet, 4750-4700; Gouffre, 9875-10350; Mariemont, 4000-3100; Maurage, 6000-6200; Noël-Sart-Culpart, 7500-7900; Wérister, 3900-4000.

**Aux zincs, plombs et mines :** Maidan-Pek, 174-155; 1/5 privilégiée Nouvelle-Montagne, 205-175; action de capital Rothem, 405-435; 1/10 d'action Vieille-Montagne série A, 1790-1785.

**Aux glacières :** Auvelais, 19950-20450; Charleroi, 4060-4375; Moustier-sur-Sambre, 13200-13975; part sociale Saint-Roch, 16750-17525.

**Aux industries de la construction :** action de capital Cannon Brand, 195-185; Carrières Unies de Porphyre, 4410-4500; action de jouissance Ciments d'Europe Orientale, 1327,50-1370; action ordinaire Ciments de Visé, 1595-1500.

**Aux industries textiles et soieries :** part sociale Ensivaloise, 1390-1445; action de dividende Etablisse-

ments Américains Gratry, 3190-3290; Linière La Lys, 9200-8500; part sociale B Soie Viscose, 1250-1375.

**Aux produits chimiques :** Société Belge d'Azote, 580-625; part sociale Fabrique Nationale de Produits Chimiques et Explosifs, 1745-1500; Laeken, 2420-2410; part sociale Union Chimique Belge, 181,85-144; action privilégiée Wilsele, 1015-1050.

**Aux entreprises coloniales :** Cotonnière Congolaise, 640-700; Géomines, 625-665; action privilégiée Katanga, 31500-35000; action ordinaire Katanga, 32200-34900; action privilégiée Kilo-Moto, 1435-1505; 1/3 d'action de dividende Simkat, 1585-1435; Brasseries du Katanga série B, 710-775; Trabeka, 1350-1400; Cominex, 402,50-472,50; Synkin, 672,50-695.

**A l'alimentation :** Moulins la Royale, 4260-4210; Moulins des Trois-Fontaines, 9000-9150; Brasseries de Haecht, 2700-2100; Brasseries de Koekelberg, 3000-3350.

**Aux industries diverses :** part sociale Bougies de la Cour, 1140-1145; part sociale Englebert, 1165-1190; part de fondateur Grands Magasins A l'Innovation, 2355-2550; part de fondateur Etablissements Saint-Sauveur, 2200-2445.

**Aux actions étrangères :** Sennah Rubber (titres de 20), 189,50-184,50; part de fondateur Banque Agricole d'Egypte, 104250-102325; Chade A, B, C (coupon n° 28 de 20 pesetas-or détaché), 8600-8975; Sévillane d'Electricité, 1830-1880; Ateliers de Construction du Nord de la France, 1367,50-1355; part de fondateur Chemins de Fer Economiques du Nord, 2390-2020; part bénéficiaire Electricité de Paris, 24900-26250; part bénéficiaire Chemins de Fer, Tramways, Electricité Parisienne, 3340-3615; part de fondateur Exploitations aux Indes Orientales, 6200-5775; part de fondateur Huileries de Deli, 3555-3255; Arbed, 5500-4850.

#### Terme.

Banque de Colonies, 246,25-251,25; Banque de Paris et des Pays-Bas, 1890-1960; Barcelona Traction, 371,25-381,25; Brazilian Traction, 277,50-276,25; Chade, 1705-1800; Electrobél, 2160-2320; Héliopolis, 1550-1600; Pétrófina, 630-655; Rand Mines, 1170-1190; Sidro, 480-505; Soengei, 895-882,50; Union Minière du Haut-Katanga, 3080-3170; Wagons-Lits, 119-123.

# STATISTIQUES

## MARCHE DE L'ARGENT A BRUXELLES.

### I. — Taux officiels et taux « hors banque » (escompte et prêts).

DATES	Taux officiels (B. N. de B.)			Taux « hors banque »		Taux du « call money »		Taux des reports (2)	
	escompte d'acceptat. et de traites domiciliées	escompte de traites non domic. et de promesses	prêts et avances sur fonds publics nationaux	papier commercial	papier financier	en compensation	marché	sur valeurs au comptant	sur valeurs à terme
<i>a) la dernière quinzaine :</i>									
21 mai 1935.....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	0,25	6,50	6,—
22 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	0,25	6,50	6,—
23 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	0,25	6,50	6,—
24 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	0,25	6,50	6,—
25 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,50	6,—
27 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,50	6,—
28 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,50	6,—
29 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,50	6,—
31 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,50	6,—
1 <sup>er</sup> juin 1935.....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
3 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
4 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
5 — .....	2,—	2,50	3,—	1,875	—	—	—	6,—	5,50
<i>b) les derniers mois (1) :</i>									
1933 .....	3,50	4,—	4,34	2,415	3,083	0,883	0,886	6,50	6,—
1934 .....	2,99	3,49	3,49	2,160	2,518	0,962	1,050	6,50	6,—
1934 Mars .....	3,50	4,—	4,—	2,071	2,625	0,750	0,750	6,50	6,—
Avril .....	3,—	3,50	3,50	2,141	2,592	0,750	0,750	6,50	6,—
Mai .....	3,—	3,50	3,50	1,930	2,339	0,812	0,761	6,50	6,—
Juin .....	3,—	3,50	3,50	2,111	—	0,966	0,942	6,50	6,—
Juillet .....	3,—	3,50	3,50	2,195	2,441	1,045	1,210	6,50	6,—
Août .....	2,50	3,—	3,—	2,310	2,416	1,183	1,264	6,50	6,—
Septembre .....	2,50	3,—	3,—	2,147	2,272	0,950	0,945	6,50	6,—
Octobre .....	2,50	3,—	3,—	2,102	2,215	0,852	0,852	6,50	6,—
Novembre .....	2,50	3,—	3,—	2,350	2,492	2,085	2,085	6,50	6,—
Décembre .....	2,50	3,—	3,—	2,380	2,50	1,406	1,411	6,50	6,—
1935 Janvier .....	2,50	3,—	3,—	2,375	—	1,514	1,514	6,50	6,—
Février .....	2,50	3,—	3,—	2,375	—	2,005	2,005	6,50	6,—
Mars .....	2,50	3,—	3,—	2,375	—	2,242	2,242	6,50	6,—
Avril .....	2,50	3,—	3,—	2,375	—	0,937	0,795	6,50	6,—
Mai .....	2,24	2,76	3,—	2,1157	—	0,950	0,688	6,50	6,—

(1) Les chiffres annuels sont des moyennes; les chiffres mensuels sont les taux en vigueur à la fin de chaque mois, ou des moyennes mensuelles en ce qui concerne les taux « hors banque » et les taux du « call money ».

(2) Taux de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

### II. — Taux des dépôts en banque au 5 juin 1935.

BANQUES	Compte à vue	Compte de quinzaine ou à 15 jours de préavis	Comptes de dépôts à :					Caisse Gén. d'Epargne et de Retraite	
			1 mois	3 mois	6 mois	1 an	2 ans et plus	jusque 20.000 francs	au delà de 20.000 fr.
Banque de la Société Générale .	0,50	1,75	2,—	1,90	2,—	—	—	—	—
Banque de Bruxelles .....	0,50	1,75	1,75	1,90	2,—	3,—	—	—	—
Caisse de Reports .....	0,50	1,74	—	1,90	2,—	—	—	—	—
Kredietbank voor Handel en Nijverheid .....	0,50	1,75	1,75	1,90	2,—	—	—	—	—
Société Belge de Banque .....	0,50	1,75	1,75	1,90	2,—	—	—	—	—
Société Nation. de Crédit à l'Ind.	—	—	—	2,25	2,50	3,—	3,25	—	—
Caisse Gén. d'Epargne et de Retr.	—	—	—	—	—	—	—	3,—	2,—

N. B. — Pour les cinq premières banques, les taux sont donnés nets d'impôts.

MARCHE DES CHANGES A BRUXELLES.

I. — Cours quotidiens.

DATES	LONDRES 1 £ = 48,611 belgas	PARIS 100 fr. = 39,135 b.	NEW-YORK (câble) 1 \$ = 5,8996 b.	AMSTERDAM 100 fl. = 401,5083 b.	GENÈVE 100 fr. = 192,736 b.	MADRID 100 P. = 192,736 b.	ITALIE 100 lire = 52,5726 b.	STOCKHOLM 100 cr. = 267,689 b.	OSLO 100 cr. = 267,689 b.	COPENHAGUE 100 cr. = 267,689 b.	PRAGUE 100 Kc. = 24,6628 b.	MONTREAL 1 \$ = 9,9888 b.	BERLIN 100 M. = 237,946 b.	(1)	VARSOVIE 100 zl. = 112,066 b.
21 mai 1935...	29,07625	38,94	5,915	400,02	191,04	80,65	48,66	149,90	145,95	129,80	24,62	5,925	237,98	111,—	
22 — ...	28,99375	38,94	5,91375	399,79	191,06	80,60	48,73	149,65	145,575	129,50	24,67	5,92	237,98	111,10	
23 — ...	29,17375	38,93	5,9125	399,64	191,06	80,65	48,64	150,30	146,40	130,30	24,67	5,93375	237,98	111,225	
24 — ...	29,195	38,92	5,91375	398,75	190,97	80,61	48,82	150,35	146,40	130,30	24,67	5,92	237,98	111,30	
27 — ...	28,95	38,45	5,8425	394,70	187,20	78,40	48,25	149,50	145,—	129,50	24,32	5,855	237,98	110,—	
28 — ...	28,96	38,50	5,88	396,625	189,47	80,—	48,45	149,475	145,60	129,50	24,49	5,85	237,98	110,60	
29 — ...	28,96	38,50	5,84875	395,575	188,75	80,—	48,20	149,25	145,30	129,05	24,51	5,85	237,98	109,50	
3 juin 1935...	28,985	38,9575	5,890625	398,41	191,90	80,75	48,75	149,325	145,40	129,45	24,67	5,8675	237,98	111,25	
4 — ...	28,96875	39,0125	5,8825	399,—	192,60	80,85	48,82	149,40	145,40	129,35	24,68	5,87	237,98	111,50	
5 — ...	29,1375	38,80	5,89	397,90	191,60	80,35	48,60	150,—	145,975	130,05	24,60	5,89	237,98	111,—	

N. B. — Les nouvelles parties ci-dessus sont celles qui résultent de la dévaluation du belga, par arrêté royal du 31 mars 1935.  
(1) Cours de compensation pour l'article 1er, § 1. de l'arrêté royal du 7 septembre 1934, relatif à l'accord de compensation entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne.

II. — Moyennes annuelles et mensuelles.

	Londres	Paris	New-York (câble)	Amsterdam	Genève	Madrid	Milan	Stockholm	Berlin
1933.....	23,796	28,129	5,7915	288,88	138,69	59,931	37,379	124,17	170,13
1934.....	21,640	28,206	4,2645 (*)	289,33	138,97	58,455	36,795	111,60	168,83
1934 Mars.....	21,852	28,243	4,2921	288,79	138,59	58,463	36,815	112,73	170,01
Avril.....	21,997	28,224	4,2691	289,41	138,47	58,472	36,537	113,40	168,66
Mai.....	21,803	28,246	4,2709	290,03	138,95	58,556	36,404	112,42	168,39
Juin.....	21,610	28,249	4,2806	290,27	139,10	58,554	36,848	111,43	164,12
Juillet.....	21,582	28,225	4,2803	289,87	139,43	58,481	36,735	111,30	164,31
Août.....	21,363	28,086	4,2194	288,42	139,01	58,214	36,564	110,18	166,11
Septembre.....	21,038	28,103	4,2119	288,86	139,01	58,220	36,575	108,48	169,60
Octobre.....	21,051	28,235	4,2607	290,16	139,66	58,513	36,669	108,58	171,68
Novembre.....	21,398	28,242	4,2860	289,78	139,18	58,535	36,610	110,35	171,70
Décembre.....	21,128	28,166	4,2740	289,11	138,51	58,455	36,546	108,98	171,60
1935 Janvier.....	20,988	28,236	4,2903	289,41	138,57	58,526	36,603	108,24	171,56
Février.....	20,891	28,261	4,2855	289,59	138,68	58,573	36,364	107,72	171,69
Mars.....	20,331	28,248	4,2637	290,08	138,88	58,618	35,689	105,03	171,67
Avril.....	28,521	38,948	5,9013	398,22	191,05	80,71	48,936	147,08	237,98
Mai.....	28,844	38,885	5,903	399,20	190,73	80,515	48,642	148,69	237,98

(\*) Moyenne pour les dix premiers mois.

III. — Change à terme. (Report « R » ou déport « D » exprimés en belgas.)

DATES	POUR 1 £		POUR 100 FR. FR.		POUR 1 \$		POUR 100 FLORINS	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
à 1 mois :								
21 mai 1935.....	D 0,115	D 0,105	D 0,45	D 0,42	D 0,022	D 0,016	D 5,—	D 4,—
22 — ...	—	D 0,115	D 0,40	D 0,38	D 0,022	D 0,016	D 4,50	D 4,—
23 — ...	D 0,115	D 0,110	D 0,44	D 0,40	D 0,018	D 0,014	D 3,60	D 3,—
24 — ...	D 0,160	D 0,140	D 0,68	D 0,64	D 0,018	D 0,014	D 4,—	D 3,40
25 — ...	D 0,130	D 0,120	D 0,78	—	—	D 0,016	D 3,50	—
27 — ...	D 0,120	—	D 1,—	—	D 0,020	—	—	D 4,—
28 — ...	D 0,120	D 0,110	D 1,10	—	D 0,020	—	D 5,—	D 4,—
29 — ...	D 0,100	—	—	D 1,15	D 0,016	—	—	D 5,—
31 — ...	D 0,090	D 0,080	—	D 1,60	D 0,014	D 0,010	—	D 7,—
1 juin 1935.....	D 0,100	D 0,090	D 1,60	—	—	D 0,012	D 7,—	D 5,—
3 — ...	D 0,105	D 0,095	—	D 0,55	D 0,012	—	—	D 5,—
4 — ...	—	D 0,100	D 0,60	D 0,55	—	D 0,006	D 5,50	—
5 — ...	—	D 0,115	D 1,—	D 0,80	—	D 0,008	D 6,—	—
à 3 mois :								
21 mai 1935.....	D 0,350	D 0,330	D 1,35	D 1,30	D 0,070	D 0,058	—	D 13,—
22 — ...	D 0,310	D 0,290	D 1,09	D 1,03	D 0,060	D 0,050	D 12,50	D 11,—
23 — ...	D 0,310	D 0,295	D 1,28	D 1,25	D 0,054	D 0,048	D 13,—	D 12,—
24 — ...	D 0,360	D 0,350	D 1,65	D 1,60	D 0,052	D 0,046	D 14,—	D 13,—
25 — ...	D 0,330	—	D 1,70	D 1,60	D 0,052	—	D 15,—	D 13,—
27 — ...	D 0,340	D 0,320	D 2,20	—	D 0,048	—	—	D 15,—
28 — ...	D 0,320	D 0,300	D 2,10	D 2,—	D 0,048	—	D 16,50	D 15,50
29 — ...	D 0,290	D 0,280	D 3,—	D 2,80	D 0,044	—	D 17,—	D 15,50
31 — ...	D 0,265	—	D 4,—	D 3,60	D 0,042	—	—	D 20,—
1 juin 1935.....	D 0,230	D 0,220	D 2,40	—	D 0,036	—	D 18,—	D 16,—
3 — ...	D 0,220	D 0,200	—	D 1,20	D 0,026	—	—	D 15,—
4 — ...	D 0,260	D 0,250	D 1,50	D 1,40	—	D 0,020	D 17,—	—
5 — ...	D 0,320	D 0,310	D 2,—	—	—	D 0,024	D 19,—	D 17,50

**INDICE MENSUEL DE LA BOURSE DE BRUXELLES (30 titres à revenu fixe, 120 titres à revenu variable).**

	TITRES A REVENU FIXE					TITRES A REVENU VARIABLE												
	Dette belge directe et indirecte	Emprunts provinces et commun.	Obligations 4 % impôt 16,50 %	Obligations 6 % net d'impôt	Tous TITRES A REVENU FIXE	Banques	Entrepr. immobil. et hôtelières	Tramw. ch. de fer éconóm. et vicinaux	Tramw. et électricité (Trusts)	Gaz et électricité	Métal-lurgie	Char-bonnages	Zinc plomb mines	Glaceries et verreries	Textiles et soieries	Coloniales	Divers	Tous TITRES A REVENU VARIABLE
<b>Indice p. r. au mois précédent</b>																		
1935 1 <sup>er</sup> mai .....	104	100	105	103	103	108	130	111	125	108	107	116	123	119	134	139	127	119
3 juin .....	99	104	106	101	102	102	105	109	103	106	112	130	138	103	111	100	109	106
<b>Indice p. r. au 1 janvier 1934</b>																		
1934 3 avril .....	117	119	125	106	116	29	23	30	26	54	31	49	18	49	19	18	33	31
1 <sup>er</sup> mai .....	118	122	127	105	117	29	23	29	25	54	30	47	17	47	18	19	34	30
1 <sup>er</sup> juin .....	120	123	128	105	118	27	23	26	24	50	27	46	16	45	17	17	31	29
2 juillet .....	120	126	127	106	118	26	22	26	23	50	27	44	15	44	16	17	30	28
1 <sup>er</sup> août .....	121	126	127	106	119	26	22	24	22	48	24	41	14	43	15	17	27	27
3 septembre .....	122	128	128	106	119	28	26	28	24	51	36	52	16	46	17	19	30	31
1 <sup>er</sup> octobre .....	119	127	129	106	119	27	25	27	24	50	34	48	13	46	16	18	28	30
2 novembre .....	114	124	129	105	117	26	24	25	22	49	30	48	12	45	15	15	27	28
3 décembre .....	117	123	126	101	116	26	24	25	21	45	32	46	11	42	14	15	26	27
1935 2 janvier .....	119	126	128	103	117	25	24	24	20	45	33	45	10	39	14	14	25	27
1 <sup>er</sup> février .....	119	127	130	105	118	24	25	24	20	45	32	47	12	38	15	16	25	27
1 <sup>er</sup> mars .....	120	127	132	105	119	23	24	24	19	43	29	45	10	37	14	15	24	25
15 mars .....	112	125	129	102	114	23	25	24	20	45	30	46	10	38	13	17	24	27
Début avril .....	118	126	123	103	115	29	32	31	25	51	42	58	15	49	20	20	30	33
1 <sup>er</sup> mai .....	123	126	130	106	119	31	42	34	31	56	45	67	18	58	27	28	38	39
3 juin .....	122	131	138	107	122	32	44	37	32	59	50	87	25	60	29	28	41	42

**RENDEMENT DE QUELQUES FONDS D'ETAT BELGES ET CONGOLAIS.**

DATES	Rente Belge, 3 p. c., 2 <sup>e</sup> série net d'impôts		Dette unifiée, 4 p. c., net d'impôts		Dommages de guerre 1922 (*)		Congo 1906, 4 p. c., net d'impôts		Congo 1896, 4 p. c., net d'impôts	
	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement	Cours	Rendement
1933 3 janvier .....	66,25	4,53	—	—	233,—	5,36	62,—	6,45	62,40	6,41
1934 2 janvier .....	67,—	4,48	—	—	224,—	5,58	61,—	6,56	61,50	6,52
1934 3 avril .....	70,—	4,29	—	—	239,—	5,23	69,10	5,79	68,15	5,87
1 <sup>er</sup> mai .....	72,50	4,14	—	—	246,50	5,07	74,95	5,34	76,50	5,23
1 <sup>er</sup> juin .....	75,50	3,97	—	—	247,50	5,05	76,—	5,26	77,50	5,16
2 juillet .....	77,25	3,88	—	—	243,25	5,14	72,05	5,55	73,—	5,48
1 <sup>er</sup> août .....	78,75	3,81	—	—	247,50	5,05	78,—	5,13	77,60	5,15
3 septembre .....	79,75	3,76	—	—	249,50	5,01	80,90	4,94	82,50	4,85
1 <sup>er</sup> octobre .....	74,75	4,01	—	—	245,50	5,09	75,75	5,28	77,25	5,18
2 novembre .....	69,50	4,32	—	—	243,—	5,14	71,—	5,63	71,50	5,59
3 décembre .....	72,—	4,17	—	—	242,50	5,15	72,50	5,52	71,25	5,61
1935 2 janvier .....	74,—	4,05	—	—	248,50	5,03	75,—	5,33	74,—	5,41
1 <sup>er</sup> février .....	73,25	4,10	—	—	253,—	4,94	75,—	5,33	75,50	5,30
1 <sup>er</sup> mar. ....	74,50	4,03	—	—	250,50	4,99	75,50	5,30	76,50	5,23
3 avril .....	75,—	4,—	—	—	235,—	5,32	81,—	4,94	85,—	4,71
1 <sup>er</sup> mai .....	80,—	3,75	—	—	243,50	5,13	89,—	4,49	89,—	4,49
3 juin .....	78,50	3,82	93,75	4,13	249,—	4,22	93,—	4,30	94,—	4,26

(\*) 5 p. c. net d'impôts jusqu'au 15 mai 1935 sur la valeur nominale de 250 francs; 4 p. c. net d'impôts à partir du 16 mai 1935 sur la valeur nominale de fr. 262,50.

**PRIX DE GROS DE QUELQUES PRODUITS INDUSTRIELS.**

PÉRIODES	Prix intérieurs (en francs par tonne métrique).											Prix à l'exportation (en £-or par tonne anglaise).				
	CHARBONS					SIDÉRURGIE						SIDÉRURGIE				
	pour foyer domestique brais. anthr. 20/30	Industriel menu demi-gras, mi-lavé	Fines à coke	Briquettes du pays	Coke ordinaire	Fonte moulage Charleroi	Billetes	Largets	Barres marchandes	Poutrelles	Rails	Billetes	Largets	Barres marchandes	Poutrelles	Rails
1933 Moyenne mensuelle ...	257,60	114,25	105,—	139,50	100,—	298,25	418,75	442,—	515,75	513,75	1.100,—	2-5-4	2-6-4	2-5-9	2-11-6	5-15-7
1934 Moyenne mensuelle ...	224,25	110,75	105,—	134,25	109,25	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 0-3	5-10-0
1934 Mars .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	2-17-6	5-10-0
Avril .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 0-0	5-10-0
Mai .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 0-0	5-10-0
Juin .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Juillet .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Août .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Septembre .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Octobre .....	220,—	110,—	105,—	135,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Novembre .....	220,—	110,—	105,—	125,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Décembre .....	220,—	110,—	105,—	125,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
1935 Janvier .....	220,—	110,—	105,—	125,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Février .....	220,—	110,—	105,—	125,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Mars .....	227,—	115,—	110,—	130,—	110,—	305,—	440,—	470,—	550,—	550,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Avril .....	227,—	115,—	110,—	130,—	110,—	320,—	540,—	580,—	600,—	600,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0
Mai .....	227,—	120,—	110,—	130,—	115,—	320,—	540,—	580,—	600,—	600,—	1.100,—	2-7-0	2-8-0	3-3-9	3- 1-6	5-10-0

**PRIX MOYENS DES GRAINS ET AUTRES DENREES AGRICOLES  
VENDUS SUR LES MARCHES REGULATEURS DE BELGIQUE (« Moniteur belge »).**

ÉPOQUES	Froment	Seigle	Avoine	Orge	Pommes de terre	Lin brut	Beurre	Laine	Œufs
	en francs par 100 kilos						en francs par kilo		en francs par pièce
1933 Moyenne mensuelle	70,84	48,90	67,30	57,14	16,59	61,16	19,48	14,19	0,52
1934 Moyenne mensuelle	62,09	56,58	61,64	63,57	32,35	65,47	18,28	14,23	0,47
1934 Février .....	57,34	42,92	55,07	54,04	24,62	62,10	19,91	17,—	0,45
Mars .....	56,07	43,62	55,08	55,81	25,48	60,94	19,10	15,—	0,31
Avril .....	57,80	45,25	57,83	57,70	29,70	62,03	16,79	15,—	0,31
Mai .....	59,85	46,38	58,83	58,09	33,36	58,22	14,97	14,60	0,30
Juin .....	65,63	54,88	64,63	60,47	33,—	60,10	15,14	14,—	0,34
Juillet .....	70,33	63,04	68,10	59,99	41,81	61,83	15,59	13,—	0,34
Août .....	67,87	67,72	64,56	69,38	44,27	64,41	18,65	13,—	0,45
Septembre .....	65,61	70,67	65,60	71,63	36,70	71,67	19,45	12,75	0,53
Octobre .....	63,21	67,11	65,04	72,09	33,63	70,59	20,31	13,25	0,67
Novembre .....	62,15	67,11	64,83	73,96	31,71	71,33	19,58	13,20	0,77
Décembre .....	60,75	66,93	64,77	74,57	30,60	81,81	19,45	13,—	0,57
1935 Janvier .....	59,49	64,58	65,68	76,45	29,54	83,93	20,33	13,—	0,52
Février .....	58,52	62,09	66,95	75,70	29,62	86,89	18,34	12,94	0,38
Mars .....	58,43	60,41	67,51	74,63	28,34	86,17	16,46	13,13	0,29
Avril .....	76,50	72,23	83,16	81,78	33,70	84,86	16,63	15,38	0,31

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — I. — Industries minières et métallurgiques (1).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE										
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS		PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES PAR BASSIN							Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Namur	Liège	Campine	TOTAL		
1933 Moyenne mensuelle .....	93.262	134.478	359	313	585	27	425	397	2.106	22,7	2.847
1934 Moyenne mensuelle .....	86.483	125.114	366	320	584	29	436	462	2.197	22,8	3.275
1934 Février .....	89.865	129.470	336	297	545	27	418	417	2.039	21,1	2.828
Mars .....	89.350	128.802	421	356	623	31	473	501	2.404	24,7	2.871
Avril .....	87.740	126.877	373	327	579	27	424	446	2.176	22,3	3.042
Mai .....	87.629	126.940	349	311	586	28	401	449	2.124	21,9	3.114
Juin .....	85.405	123.849	359	310	597	30	438	480	2.214	23,2	3.370
Juillet .....	85.164	123.671	344	296	554	27	424	442	2.087	22,0	3.530
Août .....	84.562	122.494	370	313	579	29	433	456	2.181	23,0	3.593
Septembre .....	83.687	121.645	341	311	572	30	423	448	2.123	22,5	3.477
Octobre .....	83.990	121.822	370	329	608	31	466	483	2.287	24,1	3.509
Novembre .....	85.122	122.940	376	331	585	28	434	484	2.238	22,8	3.532
Décembre .....	84.762	122.356	362	317	577	28	436	464	2.184	21,9	3.576
1935 Janvier .....	85.339	122.662	391	331	574	25	443	474	2.238	22,9	3.590
Février .....	82.634	119.102	352	306	523	24	405	430	2.044	21,1	3.982
Mars .....	83.010	119.720	375	309	564	28	433	462	2.170	21,9	3.594
Avril .....	82.462	117.963	381	324	567	27	426	450	2.175	22,4	3.628

  

PÉRIODES	COKES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité à la fin de la période	MÉTALLURGIE. — PRODUCTION EN MILLIERS DE TONNES				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Aciers bruts	Pièces d'acier moulées	Aciers finis	Fers finis
1933 Moyenne mensuelle .....	377	3.975	115	826	32 (2)	229	224	4,5	174	3,2
1934 Moyenne mensuelle .....	364	3.674	113	817	37 (2)	242	242	4,0	181	4,8
1934 Février .....	339	3.650	117	879	35	211	205	3,4	162	5,5
Mars .....	374	3.620	132	845	37	252	253	4,1	206	5,5
Avril .....	363	3.624	108	812	38	246	243	3,7	179	4,3
Mai .....	362	3.574	106	784	36	255	253	4,1	188	4,2
Juin .....	352	3.729	109	804	36	242	249	4,2	183	4,4
Juillet .....	365	3.708	97	791	36	252	244	3,8	183	4,3
Août .....	371	3.685	109	800	36	251	246	4,3	185	4,8
Septembre .....	359	3.695	118	816	36	237	241	4,0	175	4,5
Octobre .....	371	3.723	117	832	36	254	252	4,9	190	5,6
Novembre .....	359	3.715	110	777	37	223	248	4,0	182	4,5
Décembre .....	368	3.668	106	798	37	260	243	3,2	167	4,3
1935 Janvier .....	371	3.661	105	766	39	248	242	3,4	185	4,7
Février .....	339	3.655	96	762	38	230	229	4,0	168	3,8
Mars .....	371	3.667	104	752	37	252	246	4,6	192	4,1
Avril .....	367	3.595	111	764	39	252	246	4,8	190	4,8

(1) Statistique du Ministère de l'Industrie et du Travail, publiée par la Revue du Travail.  
 (2) Au 31 décembre

PRODUCTION INDUSTRIELLE DE LA BELGIQUE. — II. — Industries diverses.

PÉRIODES	COTON Production semestr. de filés	LAINE		SUCRES				BRASSE- RIES Quantités de farines déclarées	DISTIL- LERIES Production d'alcools
		Condition- nements de Verviers et de Dison (laine con- ditionnée ou simpl. pesée) (4)	Stocks de peignés dans les peignages à façon (à fin de mois)	Production		Stocks à fin de mois (sucres bruts et raffinés)	Déclara- tions en consom- mation		
				Sucres bruts	Sucres raffinés				
1933 Moyenne mensuelle .....	22.945 (1) 23.450 (2)	2.416	3.879	19.171	16.044	121.400	14.806	16.493	26.903
1934 Moyenne mensuelle .....	21.000 (1) 22.396 (2)	1.306	3.461	20.773	14.380	118.230	15.079	16.322	31.784
1934 Février .....	21.000 (1)	2.167	3.521	295	11.894	153.233	11.666	14.060	31.976
Mars .....		150	3.449	38	13.622	143.745	13.582	17.560	31.646
Avril .....		423	3.521	—	13.266	127.113	12.428	17.098	25.200
Mai .....		468	3.646	—	14.377	116.518	14.911	17.730	35.274
Juin .....		884	3.794	—	13.309	89.171	16.297	18.096	33.268
Juillet .....		879	3.619	—	13.504	65.812	18.449	18.626	33.778
Août .....		978	3.607	—	13.684	48.186	14.971	17.346	26.141
Septembre .....		1.343	3.440	—	10.688	26.176	15.675	15.980	32.680
Octobre .....		1.779	3.127	81.412	16.692	82.261	17.983	15.301	34.262
Novembre .....		1.598	3.066	132.786	20.199	195.465	17.629	14.250	23.802
Décembre .....		1.652	3.172	34.490	15.602	213.014	15.400	15.904	39.224
1935 Janvier .....		22.396 (2)	1.636	3.366	161	13.639	193.043	14.565	13.481
Février .....	1.308		3.479	289	13.897	170.853	12.163	12.129	28.375
Mars .....	1.334		3.699	101	21.501	141.127	16.431	15.027	33.848
Avril .....	1.969		3.612	—	17.432	121.559	22.070	16.118	33.655
Mai .....	1.992		3.252	—	—	—	—	—	—

PÉRIODES	MARGARINE ET BEURRES ARTIFICIELS			ALLUMETTES			PÊCHE		OR BRUT	
	Production	Déclara- tions en consom- mation (Tonnes)	Déclara- tions à l'exporta- tion	Fabrication	Destination donnée à la fabrication indig.		Ventes à la minque d'Ostende		extrait au Congo (3)	
					Consom- mation	Exportat. (avec décharge de l'accise)	Quantités	Valeurs (Milliers de francs)	Mines de Kilo Moto	Toutes les mines (5)
1933 Moyenne mensuelle .....	2.892	2.857	36	3.536	1.490	2.040	1.653	5.263	509,7	820,1
1934 Moyenne mensuelle .....	3.183	3.166	14	4.046	1.692	2.089	1.499	5.053	538,9	904,2
1934 Février .....	3.075	3.059	8	4.124	1.529	1.854	1.297	5.334	495,5	821,4
Mars .....	3.610	3.615	11	3.892	1.476	1.754	1.753	5.855	564,0	915,2
Avril .....	2.663	2.656	9	2.976	1.482	1.667	1.434	3.759	502,6	842,1
Mai .....	2.963	2.912	30	3.113	1.603	1.606	1.254	4.394	558,4	909,4
Juin .....	2.544	2.557	9	3.373	1.768	1.751	1.180	3.916	540,2	880,0
Juillet .....	2.614	2.589	21	3.996	1.635	1.771	1.300	4.372	514,3	862,8
Août .....	3.486	3.477	8	3.950	2.066	2.146	1.654	5.399	535,7	904,3
Septembre .....	3.030	3.024	9	4.561	1.899	2.318	1.725	5.070	537,4	917,7
Octobre .....	3.842	3.805	9	5.134	2.191	2.875	1.701	6.043	574,8	978,2
Novembre .....	3.509	3.510	2	4.455	1.607	2.188	1.816	5.350	582,1	987,4
Décembre .....	3.585	3.556	24	3.811	1.228	2.425	1.396	6.668	527,0	965,4
1935 Janvier .....	3.664	3.649	2	3.837	2.258	2.487	1.288	4.872	591,8	1.008,2
Février .....	3.213	3.200	21	4.107	1.584	1.969	1.146	3.938	550,3	946,4
Mars .....	3.400	3.377	33	4.296	1.708	2.196	1.895	6.006	579,8	—
Avril .....	3.668	3.651	14	4.259	4.264	2.002	1.836	6.898	—	—
Mai .....	—	—	—	—	—	—	1.636	4.962	—	—

(1) Production du semestre du 1er février au 31 juillet.

(2) Production du semestre du 1er août au 31 janvier.

(3) L'or brut comprend en moyenne 80 % d'or alluvionnaire à 94 % de fin environ et 20 % d'or filonien à environ 75 % de fin.

(4) De mars à juillet 1934, production réduite par suite de grève.

(5) A partir de 1934, production partielle se rapportant à 16 mines sur 19 en exploitation.

**INDICE TRIMESTRIEL DES SALAIRES. (Base : moyenne des salaires en 1933=100.)**

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																				INDICES des salaires horaires moyens par catégories d'industrie.						
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles				Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité	biens de production	biens de consommation
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécan. et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie, confection	Ensemble	Fabriques					Imprimerie et transformation	Travail des ports, camionneurs		Chemins de fer (1)	Ensemble (1)				
																									Industries de biens de production		Industries de biens de consommation	

**I. — Indice des salaires horaires moyens.**

1932 Juillet	101	98	103	99	99	99	99	105	104	102	102	100	99	99	99	102	103	104	97	97	100	98	101	100	100	104	101	101
Octobre	101	100	103	100	100	99	100	107	103	101	101	99	99	99	102	102	102	99	101	99	102	103	103	103	99	100	100	101
1933 Janvier	101	99	101	100	100	100	100	102	103	101	101	102	101	101	101	102	101	101	101	105	100	102	100	106	105	100	100	101
Avril	101	100	101	101	101	99	100	99	103	101	100	102	102	102	100	101	101	102	95	99	102	98	104	103	100	100	100	101
Juillet	99	100	99	99	100	100	100	99	99	100	101	98	100	99	100	99	99	99	98	101	99	102	93	95	101	100	99	99
Octobre	99	100	99	100	100	101	101	99	97	98	98	98	98	98	98	98	98	98	98	101	100	98	99	97	99	99	99	99
1934 Janvier	99	100	96	100	100	100	100	101	98	97	97	97	97	97	102	96	99	98	99	100	95	100	93	94	99	99	98	98
Avril	97	100	96	101	100	98	100	89	99	96	97	93	95	94	96	94	98	93	98	96	96	96	97	97	99	98	96	96
Juillet	94	96	93	96	98	91	94	92	96	94	96	92	91	92	94	92	95	91	98	96	95	97	93	94	98	95	94	94
Octobre	93	96	90	96	98	91	94	91	95	93	95	90	91	91	93	91	95	91	98	94	92	95	92	92	97	94	93	97
1935 Janvier	*93	96	88	96	98	*89	*93	89	*94	*93	95	89	*88	*88	94	92	*93	90	96	93	92	94	94	94	98	97	94	97
Avril	*91	95	*87	92	95	*88	*90	90	*94	*90	*93	*90	*87	*88	*93	89	*90	88	96	93	88	92	89	90	98	*92	*91	*90

**II. — Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés.**

1932 Juillet	100	100	102	98	99	100	99	101	100	103	100	98	97	97	102	102	101	97	103	100	98	99	—	—	100	101	101
Octobre	101	100	101	100	100	102	101	103	101	101	99	99	99	99	102	102	100	99	102	99	101	102	—	—	100	101	101
1933 Janvier	101	100	100	100	100	101	100	102	102	101	100	102	101	102	101	101	101	101	102	100	101	102	—	—	100	101	101
Avril	101	100	102	100	101	100	100	103	102	101	100	102	102	102	101	101	101	102	100	100	103	100	—	—	101	101	101
Juillet	99	100	100	99	100	99	99	98	99	100	100	98	99	98	100	99	99	99	100	101	100	98	—	—	100	100	99
Octobre	99	100	98	101	99	100	100	97	98	98	100	98	98	98	98	98	98	98	98	100	96	100	—	—	99	99	99
1934 Janvier	99	99	95	101	100	99	100	96	98	97	98	97	97	97	100	96	99	97	97	100	96	104	—	—	99	98	98
Avril	97	99	97	106	101	98	102	88	98	96	97	93	94	94	96	94	99	95	97	99	95	97	—	—	97	97	97
Juillet	95	97	95	99	98	92	96	90	95	95	95	92	91	91	94	92	93	93	97	96	94	98	—	—	97	94	94
Octobre	94	96	93	97	97	92	94	91	94	94	95	91	92	91	94	93	93	97	95	91	98	—	—	96	93	93	
1935 Janvier	*93	97	93	97	98	*91	*93	90	*94	*94	94	90	*88	*89	94	92	*92	94	97	94	91	101	—	—	96	*92	*92
Avril	*92	96	*89	93	95	*88	*91	90	*94	*92	*94	*89	*87	*88	*93	89	*91	89	97	94	89	98	—	—	96	*90	*90

**III. — Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés.**

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																				INDICES des salaires horaires moyens par catégories d'industrie.						
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles				Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité	biens de production	biens de consommation
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécan. et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie, confection	Ensemble	Fabriques					Imprimerie et transformation	Travail des ports, camionneurs		Chemins de fer (1)	Ensemble (1)				
1932 Juillet	100	97	103	100	99	101	100	104	102	103	101	99	98	98	103	101	101	99	102	101	97	98	—	—	100	101	102	102
Octobre	101	100	101	101	98	100	100	101	101	101	102	100	100	100	102	102	100	101	101	101	99	101	103	—	—	99	101	101
1933 Janvier	100	100	102	100	99	100	100	101	103	101	101	102	101	101	100	102	101	101	102	101	102	101	98	99	101	101	100	100
Avril	101	100	100	101	100	100	100	103	102	101	100	102	100	101	101	102	101	102	101	100	98	101	100	98	101	100	100	100
Juillet	99	99	99	100	100	100	100	99	98	100	99	99	99	99	100	99	99	99	98	99	99	104	98	—	—	100	99	100
Octobre	99	100	99	99	100	100	100	97	98	98	100	97	100	98	99	98	99	98	98	100	100	101	—	—	100	99	99	99
1934 Janvier	98	101	96	100	100	99	99	96	98	97	98	94	99	97	101	97	99	100	98	100	98	99	—	—	101	98	98	98
Avril	97	100	96	106	101	97	101	92	98	96	97	91	96	93	97	94	97	97	97	98	100	95	—	—	100	96	98	97
Juillet	94	96	94	98	99	93	96	92	95	96	96	87	92	90	94	90	93	97	96	96	98	97	—	—	98	94	94	95
Octobre	94	96	90	97	98	92	95	91	93	94	96	89	93	91	93	89	89	96	96	94	99	99	—	—	98	93	94	94
1935 Janvier	*93	97	88	97	97	*92	*95	91	*94	*94	95	89	*92	*90	94	87	*88	94	96	93	97	97	—	—	99	*91	*93	*94
Avril	*92	97	*86	91	94	*91	*91	92	*93	*92	*93	*89	*88	*89	*93	85	*85	90	96	92	98	95	—	—	98	*91	*91	*92

(1) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.

(2) Régime 1 : variations suivant indices des prix de détail ou barèmes des prix de vente.

Régime 2 : commissions paritaires ou autres organismes de conciliation.

Régime 3 : décisions patronales individuelles ou offre et demande.

(\*) Indices provisoires.

COMMERCE SPECIAL DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ETRANGERS.

	Animaux vivants		Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Or et argent non ouvrés et monnaies	TOTAUX		PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS, EN %
	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)	Valeurs (millions de francs)	Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)			
<b>IMPORTATIONS :</b>														
1933 L'année .....	17,6	60,3	3.850	3.326	26.087	7.011	742	4.425	420,5	30.697	15.243	497		
1934 L'année .....	10,5	39,7	3.784	2.896	27.265	6.863	666	3.903	319,2	31.726	14.021	442		
1934 Février .....	1,2	4,1	284	238	2.086	600	50	308	16,7	2.421	1.167	482		
Mars .....	1,2	4,2	356	274	2.428	634	70	389	15,9	2.855	1.317	461		
Avril .....	0,8	3,2	312	232	2.293	551	58	345	29,3	2.664	1.160	436		
Mai .....	0,7	3,3	308	231	2.338	543	59	347	23,7	2.706	1.149	425		
Juin .....	0,5	2,4	287	214	2.278	538	53	328	18,9	2.619	1.101	420		
Juillet .....	0,4	2,1	293	200	2.276	509	62	303	28,4	2.632	1.038	394		
Août .....	0,4	2,1	347	237	2.346	521	50	308	13,4	2.743	1.081	394		
Septembre .....	1,0	3,6	367	266	2.232	523	55	291	27,9	2.656	1.112	419		
Octobre .....	1,2	4,7	351	279	2.458	623	59	357	63,1	2.869	1.327	463		
Novembre .....	1,0	3,1	267	224	2.194	568	52	322	31,8	2.513	1.150	457		
Décembre .....	1,1	3,7	301	235	2.266	630	52	306	16,9	2.620	1.192	455		
1935 Janvier .....	0,7	2,3	241	206	2.088	583	41	250	24,1	2.371	1.066	449		
Février .....	0,6	2,2	263	219	2.007	539	48	282	15,7	2.319	1.058	456		
Mars .....	1,2	3,8	302	235	2.138	573	58	330	18,5	2.499	1.160	464		
Avril .....	1,3	4,5	234	262	2.124	642	62	410	13,0	2.421	1.331	550		
<b>EXPORTATIONS :</b>														
1933 L'année .....	10,6	72,4	693	987	14.342	5.404	4.890	7.568	256,5	19.936	14.288	717	- 955	93,7
1934 L'année .....	6,1	49,7	552	777	14.216	5.258	5.211	7.360	254,9	19.986	13.698	685	- 323	97,7
1934 Février .....	0,5	4,4	44	68	1.113	477	337	528	49,1	1.495	1.127	754	- 40	96,6
Mars .....	0,9	7,5	51	74	1.364	538	456	695	20,9	1.872	1.335	713	+ 18	101,4
Avril .....	0,5	4,2	31	51	1.122	407	453	667	14,5	1.606	1.144	712	- 17	98,6
Mai .....	0,9	7,0	35	54	1.208	396	462	601	16,2	1.706	1.073	629	- 75	93,4
Juin .....	0,5	4,3	45	59	1.236	410	534	643	22,5	1.815	1.139	628	+ 38	103,5
Juillet .....	0,3	2,3	54	66	1.208	383	527	592	17,6	1.789	1.060	593	+ 22	102,2
Août .....	0,4	3,2	40	53	1.188	374	430	589	13,9	1.659	1.032	622	- 48	95,5
Septembre .....	0,3	2,7	46	58	1.255	429	403	595	15,8	1.704	1.100	646	- 11	99,0
Octobre .....	0,5	4,9	47	61	1.267	469	428	658	21,1	1.743	1.214	697	- 113	91,4
Novembre .....	0,2	1,7	58	76	1.068	468	420	610	20,5	1.546	1.177	761	+ 27	102,3
Décembre .....	0,5	4,0	53	74	1.015	445	369	573	22,2	1.438	1.118	777	- 74	93,8
1935 Janvier .....	0,4	2,9	63	74	1.053	497	405	600	18,8	1.522	1.194	784	+ 128	112,0
Février .....	0,4	2,7	51	59	933	435	365	524	26,7	1.349	1.048	777	+ 10	99,1
Mars .....	0,9	7,2	51	59	1.051	476	403	568	21,5	1.606	1.132	752	- 28	97,6
Avril .....	1,1	8,8	46	70	1.043	487	411	596	12,6	1.501	1.175	782	- 156	88,2

**RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES.**

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement.

AVRIL 1935.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	RÉSULTATS NETS			Bénéfice brut mis en paiement pendant le mois	Dettes obligataires (2)	Coupons bruts payables pendant le mois (1)
	recensées	en bénéfice	en perte		bénéfice	perte	solde			
<i>(Milliers de francs)</i>										
<b>A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique.</b>										
1. Banques .....	21	15	6	191.263	9.252	1.339	7.913	5.938	13.861	527
2. Assurances .....	28	25	3	30.759	17.034	176	16.858	5.739	—	—
3. Opérations financières .....	199	127	72	1.148.136	38.700	21.416	17.284	20.409	72.158	3.408
4. Exportations, importations .....	24	14	10	36.325	562	14.236	13.674	109	—	—
5. Commerce de fer et métaux .....	12	9	3	13.250	472	148	324	313	—	—
6. Comm. d'hab. et d'ameubl. ....	46	20	26	59.897	1.437	2.854	1.417	1.010	19.975	971
7. Commerce de prod. aliment. ....	26	14	12	29.187	1.030	3.277	2.247	438	—	—
8. Commerces divers .....	261	131	130	200.724	9.069	13.433	4.364	4.418	213	15
9. Sucrieries .....	—	—	—	—	—	—	—	—	734	44
10. Meuneries .....	9	9	—	28.443	6.750	—	6.750	4.087	—	—
11. Brasseries .....	39	33	6	150.157	32.591	2.400	30.191	24.047	—	—
12. Distilleries d'alcool .....	3	3	—	23.450	1.356	—	1.356	1.217	—	—
13. Autres industries aliment. ....	49	35	14	119.792	23.804	6.668	17.136	14.805	630	44
14. Carrières .....	40	23	17	120.802	9.728	2.869	6.859	6.702	9.220	613
15. Charbonnages .....	14	3	11	268.755	3.305	39.866	36.561	3.417	31.112	1.664
16. Mines et autres ind. extract. ....	4	2	2	117.600	10	14.150	14.140	—	—	—
17. Gaz .....	2	2	—	75.800	5.867	—	5.867	5.463	18.066	1.228
18. Électricité .....	10	8	2	630.937	53.274	1.244	52.030	48.847	60.594	3.555
19. Constructions électriques .....	17	11	6	41.513	7.014	260	6.754	5.378	103.214	6.199
20. Hôtels, théâtres, cinémas .....	45	18	27	36.408	1.559	3.981	2.422	989	250	15
21. Imprimerie, publicité .....	45	28	17	34.931	4.141	1.705	2.436	3.127	—	—
22. Text. (lin, cot., laine, soie) .....	103	50	53	655.682	5.224	34.079	28.855	1.837	1.718	96
23. Matér. artif. et prod. céram. ....	67	30	37	454.522	4.209	8.076	3.867	1.267	35.185	1.807
24. Métall. et construct. mécan. ....	88	43	45	321.533	9.111	8.582	529	5.514	273.583	16.106
25. Constr. (bât. et trav. publ.) .....	48	26	22	143.826	5.373	4.551	822	3.201	7.000	420
26. Papeteries (industries) .....	12	10	2	46.765	2.996	126	2.870	2.208	—	—
28. Produits chimiques .....	34	24	10	168.775	6.858	1.331	5.327	7.619	22.516	1.050
29. Industries du bois .....	29	11	18	40.663	269	2.400	2.131	247	813	49
30. Tanneries et corroiries .....	12	6	6	60.477	2.141	1.178	963	1.739	—	—
31. Automobiles .....	3	1	2	8.500	27	78	51	—	362	18
32. Verreries .....	9	2	7	67.793	2.009	1.342	667	1.344	—	—
33. Glaceries .....	1	1	—	8.000	10.862	—	10.862	9.600	1.500	90
34. Industries diverses .....	137	76	61	398.205	17.043	12.352	4.691	13.653	2.137	151
35. Chemins de fer .....	4	2	2	7.762	2.763	192	2.571	2.678	—	—
36. Chemins de fer vicinaux .....	2	2	—	106	2	—	2	—	—	—
37. Navigation et aviation .....	36	29	7	60.555	2.699	1.664	1.035	1.497	1.000	60
38. Télégraphes et téléphones .....	2	1	1	200.150	11.543	8	11.535	—	—	—
39. Tramways électriques .....	4	4	—	65.315	31.802	—	31.802	29.528	21.42	1.152
40. Autobus .....	1	—	1	300	—	28	28	—	—	—
41. Transports divers .....	24	15	9	204.568	1.358	409	949	884	54	2
42. Divers non dénommés .....	8	5	3	4.040	37	63	26	2	—	—
<b>TOTAL .....</b>	<b>1.518</b>	<b>868</b>	<b>650</b>	<b>6.284.666</b>	<b>343.081</b>	<b>206.481</b>	<b>136.600</b>	<b>239.271</b>	<b>697.316</b>	<b>30.284</b>
<b>B. — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge</b>										
1. Banques et sociétés financ. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sociétés commerciales .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sociétés industrielles .....	2	2	—	17.600	1.969	—	1.969	1.424	—	—
4. Sociétés agricoles .....	1	—	1	3.000	—	41	41	—	—	—
5. Services publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	14.384	673
<b>TOTAL .....</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>20.600</b>	<b>1.969</b>	<b>41</b>	<b>1.928</b>	<b>1.424</b>	<b>14.384</b>	<b>673</b>
<b>C. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger.</b>										
1. Sociétés d'électricité .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Chemins de fer .....	1	1	—	19.138	1.252	—	1.252	1.036	6.323	348
3. Tramways .....	1	1	—	1.500	1	—	1	—	—	—
4. Plantations et sociétés colon. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sociétés diverses .....	4	2	2	58.700	428	849	421	321	31.346	1.504
<b>TOTAL .....</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>79.338</b>	<b>1.681</b>	<b>849</b>	<b>832</b>	<b>1.357</b>	<b>37.669</b>	<b>1.852</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL .....</b>	<b>1.527</b>	<b>874</b>	<b>653</b>	<b>6.384.604</b>	<b>346.731</b>	<b>207.371</b>	<b>139.360</b>	<b>242.052</b>	<b>749.369</b>	<b>41.809</b>

(1) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois d'avril (milliers de fr.)

Coupons d'emprunts intérieurs de l'État .....	93.790
Coupons d'emprunts de la Colonie .....	18.708
Coupons d'emprunts des provinces et des communes .....	24.156
Coupons d'emprunts d'organismes divers .....	19.865

**TOTAL... 156.519**

Coupons d'emprunts extérieurs de l'État .....

(2) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES.

I — Détail des émissions (milliers de francs).

AVRIL 1935.

RUBRIQUES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS					AUGMENTATIONS DE CAPITAL				Emissions		Primes d'émission	Apports en nature compris dans les souscript. et augment. de capital	DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS anonymes et en commandite par actions (*)				RÉDUCTIONS DE CAPITAL	
	anonymes et en commandite par actions			coopératives et unions du crédit		(Actions)				d'obligations				Liquidations		Fusions		Nom-bre	Montant
	Nom-bre	Montant nominal	Montant libéré	Nom-bre	Montant minimum	Nom-bre	Capital ancien	Augmen-tation nominale	Montant libéré	Nom-bre	Montant			Nom-bre	Montant	Nom-bre	Montant		
1. Banques .....	1	1.000	1.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	994	—	—	—	—	1	5.000
2. Assurances .....	1	100	20	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Opérations financières .....	3	1.875	1.875	1	2.000	3	19.300	2.150	2.030	2	500	—	1.550	8	5.440	—	—	5	117.062
4. Exportations, importations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1.350	—	—	1	320
5. Commerce de métaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Comm. d'habillement et ameublem. ....	4	1.201	1.101	1	10	1	50	75	75	—	—	—	1.111	3	675	—	—	1	750
7. Commerce de produits alimentaires .....	3	315	155	1	20	2	77	298	298	—	—	—	—	2	1.550	—	—	—	—
8. Commerces divers .....	20	3.720	2.909	9	390	3	1.635	715	715	—	—	—	1.870	9	3.650	—	—	2	2.550
9. Sucreries .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10. Meuneries .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11. Brasseries .....	3	6.400	6.400	—	—	—	—	—	—	1	5.000	—	5.722	—	—	—	—	—	—
12. Distilleries d'alcool .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13. Autres industries alimentaires .....	2	1.790	1.726	6	70	—	—	—	—	—	—	—	1.585	2	500	—	—	3	14.557
14. Carrières .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	203
15. Charbonnages .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16. Mines et industries extractives .....	—	—	—	—	—	1	3	97	97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17. Gaz .....	—	—	—	—	—	1	1.000	1.130	1.130	—	—	—	1.130	—	—	—	—	—	—
18. Électricité .....	—	—	—	—	—	2	2.900	1.050	1.050	—	—	—	600	—	—	—	—	—	—
19. Constructions électriques .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	680	—	—	—	—
20. Hôtels, théâtres, cinémas .....	5	640	590	1	55	2	900	440	396	—	—	—	455	—	—	—	—	2	1.490
21. Imprimerie, publicité .....	1	700	700	—	—	—	—	—	—	—	—	—	690	2	270	—	—	2	500
22. Textiles (lin, coton, laine, soie) .....	1	750	750	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1.400
23. Matériaux artificiels et céramiques .....	—	—	—	—	—	1	200	200	200	—	—	—	—	—	—	—	—	1	100
24. Métallurgie et construction mécan. ....	—	—	—	—	—	3	18.250	13.750	13.750	—	—	—	13.750	2	2.100	—	—	4	16.450
25. Construction (bâtim. et trav. publ.) .....	2	1.500	300	3	101	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26. Papeteries (industries) .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27. Plantations et sociétés coloniales .....	—	—	—	—	—	1	12.000	28.000	28.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
28. Produits chimiques .....	—	—	—	—	—	1	250	250	250	—	—	—	—	1	500	—	—	—	—
29. Industries du bois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2.000	—	—	—	—
30. Tanneries et corroiries .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1.750	—	—	—	—
31. Automobiles .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1.088	—	—	—	—
32. Verreries .....	—	—	—	—	—	1	4.800	1.200	1.200	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33. Glaceries .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
34. Industries diverses .....	1	25	25	2	108	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3.850	—	—	1	2.025
35. Chemins de fer .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
36. Chemins de fer vicinaux .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
37. Navigation et aviation .....	1	100	100	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
38. Télégraphe, téléphone .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
39. Tramways électriques .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
40. Autobus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
41. Transports non dénommés .....	—	—	—	2	41	—	—	—	—	—	—	—	—	2	150	—	—	—	—
42. Divers non dénommés .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total .....</b>	<b>48</b>	<b>20.116</b>	<b>17.651</b>	<b>27</b>	<b>2.797</b>	<b>22</b>	<b>61.365</b>	<b>49.355</b>	<b>49.191</b>	<b>3</b>	<b>5.500</b>	<b>—</b>	<b>29.457</b>	<b>43</b>	<b>25.553</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>26</b>	<b>162.407</b>

(\*) Coopératives et Unions du Crédit : 5 sociétés dissoutes au apital minimum de 168.000 francs.

**EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES  
EN AVRIL 1935.**

II. — Groupement des sociétés anonymes et en commandite par actions selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé (*milliers de francs*).

CLASSIFICATIONS	CONSTITUTIONS			AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Actions)				Emissions d'obligations		Primes d'émission	Apports en nature compris dans les souscr. et augm. de capital	DISSOLUTIONS		RÉDUCTIONS DE CAPITAL Montant	
	Nom-bre	Montant nominal	Montant libéré	Nom-bre	Capital ancien	Augm. nominale	Montant libéré	Nom-bre	Montant			Liquid.	Fusions		Montant

**1° Selon le lieu où s'exerce leur activité.**

En Belgique.....	48	20.116	17.651	21	49.365	21.355	21.191	3	5.500	—	29.457	25.553	—	162.407
En Belgique et à l'étr.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Au Congo Belge.....	—	—	—	1	12.000	28.000	28.000	—	—	—	—	—	—	—
<b>TOTAL ...</b>	<b>48</b>	<b>20.116</b>	<b>17.651</b>	<b>22</b>	<b>61.365</b>	<b>49.355</b>	<b>49.191</b>	<b>3</b>	<b>5.500</b>	<b>—</b>	<b>29.457</b>	<b>25.553</b>	<b>—</b>	<b>162.407</b>

**2° Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé.**

Jusqu'à 1 million ...	44	12.216	9.751	15	22.665	4.475	4.311	2	500	—	7.130	12.895	—	3.613
De plus de 1 à 5 millions	4	7.900	7.900	5	11.700	4.880	4.880	1	5.000	—	10.327	12.658	—	27.237
De plus de 5 à 10 mill.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22.557
De plus de 10 à 20 mill.	—	—	—	1	15.000	12.000	12.000	—	—	—	12.000	—	—	29.000
De plus de 20 à 50 mill.	—	—	—	1	12.000	28.000	28.000	—	—	—	—	—	—	—
De plus de 50 à 100 mill.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	80.000
De plus de 100 millions.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>TOTAL ...</b>	<b>48</b>	<b>20.116</b>	<b>17.651</b>	<b>22</b>	<b>61.365</b>	<b>49.355</b>	<b>49.191</b>	<b>3</b>	<b>5.500</b>	<b>—</b>	<b>29.457</b>	<b>25.553</b>	<b>—</b>	<b>82.407</b>

**INSCRIPTIONS  
HYPOTHECAIRES (1).**

PÉRIODES	Montants calculés d'après les droits d'inscription perçus (cfr. <i>Moniteur belge</i> )
	<i>milliers de fr.</i>
1933 Moyenne mens..	261.547
1934 Moyenne mens..	205.903
1934 Février .....	192.046
Mars .....	240.396
Avril .....	232.719
Mai .....	215.289
Juin .....	185.135
Juillet .....	207.859
Août .....	220.000
Septembre .....	181.288
Octobre .....	220.522
Novembre.....	157.691
Décembre .....	204.887
1935 Janvier .....	190.233
Février.....	275.888
Mars .....	268.923
Avril.....	176.196

**RECOURS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES  
D'UTILITÉ PUBLIQUE A L'EMPRUNT.**

PÉRIODES	ÉMISSIONS PUBLIQUES	OPÉRATIONS BANCAIRES CRÉDIT COMMUNAL DE BELGIQUE							
		Emprunts directs des pouvoirs publics (2)				Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires (Ouverture de crédits gagés par les impôts cédulaires et additionnels)	
		en Belgique	à l'étranger	Prélèvem. sur compte	Remboursem. nets	Avances nettes	Remboursem. nets		
	<i>milliers de fr.</i>	<i>millions</i>	<i>milliers de francs</i>						
Année 1933 .....	(3) 2.465.000	fr. fr. 600	837.975	128.788	278.093	406.648			
Année 1934 .....	350.000	(4)	499.740	175.829	170.401	223.400			
1934 Mars .....	150.000	—	47.901	2.872	11.410	16.661			
Avril .....	—	—	57.890	5.889	15.178	15.711			
Mai .....	—	—	44.050	1.699	18.267	9.113			
Juin .....	—	—	27.821	443	24.142	10.606			
Juillet .....	—	—	43.464	8.938	13.600	16.998			
Août .....	—	—	35.405	381	14.720	19.892			
Septembre .....	—	—	31.193	1.250	13.225	27.948			
Octobre .....	—	—	36.770	3.145	17.555	23.651			
Novembre.....	—	—	42.541	2.649	7.913	13.884			
Décembre .....	—	(4)	33.329	143.251	15.888	32.886			
1935 Janvier .....	—	fr. fr. 475	55.963	2.804	11.586	26.128			
Février.....	—	—	18.013	1.530	9.436	11.287			
Mars.....	—	fr. fr. 225	27.344	2.082	20.126	11.742			
Avril.....	(5) 100.000	—	22.531	1.370	19.598	12.834			
Mai.....	—	—	77.549	5.566	24.667	5.580			

(1) Y compris les renouvellements au bout de 15 ans, qui se montent à environ 1 % du total, mais non compris les hypothèques légales.

(2) Dans les pouvoirs publics, on comprend, outre l'Etat, les provinces et les communes, les organismes d'utilité publique, tels que la Société nationale des Chemins de fer belges, la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société nationale de Distribution d'eau, le Crédit Communal, etc.

(3) Y compris un emprunt Crédit Communal de 350 millions de francs, 5 p. c., remboursable en 30 ans, non émis dans le public (date d'émission indéterminée).

(4) Il a été émis en Hollande, en décembre 1934, pour 1.500 millions de francs de bons du Trésor, à 3 mois, renouvelables, au taux de 4,75 p. c. (Cet emprunt n'est pas compris dans nos statistiques.)

(5) Emprunt Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, 100 millions de francs, 3 p. c. (2<sup>e</sup> série).

**RENDEMENT DES SOCIÉTÉS ANONYMES BELGES.**

**Tableau rétrospectif.**

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	RÉSULTATS NETS			Bénéfice brut distribué aux action- naires	Dette obligataire (1)	Coupons d'obliga- tions bruts
	recensées	en bénéfice	en perte		bénéfice	perte	solde			
Année 1933 .....	7.062	3.915	3.147	48.907.210	2.893.184	2.103.787	789.397	2.134.748	10.766.323	600.282
Année 1934 .....	7.334	4.275	3.059	48.685.737	3.003.041	1.669.209	1.333.832	2.182.970	10.512.906	571.252
4 premiers mois 1934 .....	3.190	1.946	1.244	14.824.419	1.031.406	455.129	576.277	712.165	3.662.065	209.200
4 premiers mois 1935 .....	3.071	1.831	1.240	12.475.040	811.632	328.364	483.268	616.777	3.441.245	194.569
1934 Février .....	191	120	71	398.312	20.059	19.789	270	12.464	615.469	36.144
Mars .....	1.299	848	451	5.627.097	463.337	87.440	375.897	346.047	670.428	37.204
Avril .....	1.592	916	676	8.301.982	491.921	321.956	169.965	305.301	825.150	47.381
Mai .....	1.068	627	441	9.374.945	682.377	328.607	353.770	479.539	929.963	48.138
Juin .....	623	375	248	3.585.995	194.093	142.961	51.132	145.440	669.463	38.777
Juillet .....	384	216	168	5.572.062	203.105	157.450	45.655	210.875	1.681.010	92.309
Août .....	153	86	67	1.707.209	72.894	25.983	46.911	30.956	541.550	30.996
Septembre .....	251	135	116	974.383	73.207	30.694	42.513	43.343	682.852	37.181
Octobre .....	560	312	248	4.264.321	245.545	187.370	58.175	186.452	748.608	43.546
Novembre .....	260	153	107	3.302.357	243.444	124.271	119.173	191.261	962.900	33.919
Décembre .....	296	164	132	3.427.056	191.928	61.399	130.529	151.182	634.486	37.186
1935 Janvier .....	112	71	41	496.507	67.281	19.556	47.725	53.652	1.513.536	85.647
Février .....	183	115	68	412.785	20.056	15.113	4.943	12.209	533.616	31.300
Mars .....	1.249	771	478	5.181.144	377.564	86.324	291.240	308.864	644.724	35.813
Avril .....	1.527	874	653	6.384.604	346.731	207.371	139.360	242.052	749.369	41.809

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

**ÉMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES ET CONGOLAISES.**

(Sociétés anonymes et en commandite par actions.)

**Tableau rétrospectif (milliers de francs).**

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS			AUGMENTATIONS DE CAPITAL				ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		ENSEMBLE DES ÉMISSIONS	PRIMES D'ÉMISSION	APPORTS EN NATURE compris dans les souscript. et augm. de capital	ÉMISSIONS NETTES (*)
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré	ACTIONS				Nom- bre	Mon- tant				
				Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré						
Année 1933 .....	625	669.052	587.992	226	2.318.779	911.035	766.563	22	162.917	1.743.004	147.268	846.576	818.164
Année 1934 .....	594	1.401.297	1.209.700	189	1.741.069	666.130	605.910	21	99.960	2.167.387	13.084	1.491.326	437.328
4 prem. mois 1934 ..	223	319.105	277.121	55	593.648	148.781	137.075	4	15.550	483.436	—	325.873	103.873
4 prem. mois 1935 ..	220	848.528	819.771	69	277.693	398.844	376.224	12	22.700	1.270.072	56.450	996.189	278.956
1934 Février .....	47	28.460	25.062	10	154.237	61.376	47.234	—	—	79.836	—	52.032	20.254
Mars .....	66	147.397	140.860	17	206.426	75.848	72.294	2	9.550	232.795	—	191.585	31.119
Avril .....	46	74.447	65.794	17	27.370	8.210	4.480	1	1.000	83.657	—	55.246	16.028
Mai .....	61	41.037	33.572	16	59.975	71.303	69.138	1	600	112.940	—	78.413	24.897
Juin .....	56	15.653	12.845	17	82.800	45.940	33.594	8	17.060	78.653	2.749	22.293	43.955
Juillet .....	34	9.007	8.113	16	200.900	36.510	23.116	5	26.000	71.517	—	5.935	51.294
Août .....	32	7.853	6.903	10	33.008	14.145	11.585	—	—	21.998	10.000	8.629	19.859
Septembre .....	34	18.505	14.137	10	49.613	25.023	19.903	—	—	43.528	150	22.993	11.197
Octobre .....	58	40.438	35.550	19	258.903	56.296	48.220	1	16.000	112.734	35	67.755	32.060
Novembre .....	40	173.295	164.048	18	202.130	121.365	117.063	—	—	294.860	150	215.099	66.162
Décembre .....	56	776.404	657.411	28	260.092	146.787	146.216	2	24.750	947.921	—	744.336	84.041
1935 Janvier .....	50	347.441	343.009	19	110.940	149.297	141.682	2	2.700	499.438	6.100	421.710	71.781
Février .....	65	428.075	416.655	16	71.175	182.325	173.139	4	8.500	618.900	50.350	502.483	146.161
Mars .....	57	52.896	42.456	12	34.213	17.867	12.212	3	6.000	76.763	—	42.539	18.129
Avril .....	48	20.116	17.651	22	61.365	49.355	49.191	3	5.500	74.971	—	29.457	42.885

(\*) Comprendent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les apports en nature.

**RENDEMENT DES IMPOTS EN BELGIQUE** (d'après le « Moniteur belge »).

1° Recettes fiscales sans distinction d'exercices (non compris les additionnels provinciaux et communaux).

*(Millions de francs.)*

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
Année 1933 .....	3.210	2.780	2.812	8.802	—
Année 1934 .....	2.823	2.746	2.638	8.207	—
1934 Février .....	206	208	209	622	1.350
Mars .....	233	243	256	732	2.082
Avril .....	198	228	223	649	2.732
Mai .....	221	232	223	676	3.408
Juin .....	193	241	224	659	4.066
Juillet .....	244	221	207	672	4.738
Août .....	228	234	216	678	5.416
Septembre .....	203	234	208	644	6.060
Octobre .....	312	239	231	782	6.842
Novembre .....	242	222	208	672	7.514
Décembre .....	260	224	210	693	8.207
1935 Janvier .....	271	208	198	677	677
Février .....	249	188	192	629	1.306
Mars .....	199	217	228	645	1.951
Avril .....	199	243	275	718	2.669

2° Recettes totales d'impôts effectuées jusqu'au 30 avril 1935 pour les exercices 1934 et 1935 (non compris les additionnels provinciaux et communaux).

*(Millions de francs.)*

	Exercice 1934		Exercice 1935		Avril 1935	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires (12/12 <sup>es</sup> )	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires (4/12 <sup>es</sup> )	Recettes effectuées pour	
					l'exerc. 1934	l'exerc. 1935
I. Contributions directes .....	2.493	3.057	401	971	93	107
II. Douanes et accises .....	2.749	2.868	839	930	1	242
dont douanes .....	1.497	1.548	431	489	—	119
accises .....	1.028	1.021	344	361	1	101
III. Enregistrement .....	2.637	2.837	892	864	—	275
dont enregistrement et transcr. successions .....	409	550	152	120	—	54
timbre, taxe de transm. .....	202	204	54	64	—	13
1.986	2.040	671	668	—	204	
<b>Total ...</b>	<b>7.879</b>	<b>8.762</b>	<b>2.132</b>	<b>2.766</b>	<b>94</b>	<b>624</b>
<b>Différence (±) par rapport aux évaluations budgétaires .....</b>	<b>— 888</b>		<b>— 634</b>			

NOTE. — L'exercice fiscal commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 octobre de l'année suivante. Pour les impôts directs, la période de perception dépasse de 10 mois l'année civile; la remise des déclarations par le contribuable et l'établissement des rôles par l'administration prennent, en effet, un certain temps. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à partir de la clôture de l'exercice.

**COURS DES METAUX PRECIEUX A LONDRES.**

DATES	Or		Argent		Rapport or — argent
	En sh. et p. par once (2) d'or fin	En francs (1) par kg. d'or fin	En deniers par once (2) au titre stand. (222/240)	En francs (1) par kg. de fin	
1933 3 janvier .....	123/8	23.935,37	16 1/2	287,70	83,20
1934 2 janvier .....	127/0	23.906,81	19 5/16	327,52	72,99
1934 3 avril .....	135/2	23.999,17	20	319,91	75,02
1 <sup>er</sup> mai .....	135/11 1/2	23.846,05	18 3/16	287,38	82,98
1 <sup>er</sup> juin .....	137/1 1/2	23.953,68	19 1/2	306,88	78,06
2 juillet .....	137/10	23.968,57	21	323,99	72,86
1 <sup>er</sup> août .....	138/1	23.821,98	20 7/16	317,64	75,00
3 septembre .....	141/7	23.821,23	21 13/16	330,62	72,95
1 <sup>er</sup> octobre .....	141/6	23.883,98	22 7/16	341,19	70,00
2 novembre .....	139/9	24.023,86	23 5/8	365,88	65,66
3 décembre .....	140/2	23.901,15	24 11/16	370,25	63,02
1935 2 janvier .....	140/10 1/2	23.822,36	24 5/8	375,15	63,50
1 <sup>er</sup> février .....	142/4	23.994,61	24 5/16	369,24	64,98
1 <sup>er</sup> mars .....	145/1	23.961,14	26 1/16	387,78	61,79
1 <sup>er</sup> avril .....	145/8 1/2	33.026,65 (3)	28 7/16	580,70 (3)	56,87
1 <sup>er</sup> mai .....	145/0	33.058,40	34 1/2	708,61	46,65
3 juin .....	142/0	33.082,07	33 1/2	703,11	47,06

(1) Conversion effectuée au cours de la livre sterling à Bruxelles à la date de la cotation.

(2) L'once troy = 31,103481 grammes

(3) Dévaluation du franc belge (arrêté royal du 31 mars 1935).

**Banque Nationale de Belgique**

Moyennes annuelles et mensuelles des situations hebdomadaires.

(Milliers de francs.)

DATES	Encaisse-or	Portefeuille- effets sur la Belgique et valeurs-or sur l'étranger	Avances sur fonds publics	Bons, annuités et titres d'obligations du Trésor belge (Lois du 27-12-1930 et du 19-7-1932)	Billets en circulation	Comptes courants		Total des engagements à vue
						Particuliers	Trésor	
Année 1933 .....	13.393.004	3.816.461	276.055	1.794.407	17.752.997	1.498.098	506.229	19.757.324
Année 1934 .....	13.265.240	3.480.181	286.917	1.727.786	17.473.502	1.353.811	434.884	19.262.197
1934 Mars .....	13.528.562	3.646.947	184.637	1.737.327	17.253.690	1.581.278	757.677	19.592.645
Avril .....	13.505.505	3.603.617	205.545	1.737.327	17.373.147	1.608.204	551.138	19.532.487
Mai .....	13.499.752	3.596.110	240.243	1.737.327	17.483.886	1.569.125	486.609	19.539.620
Juin .....	13.368.230	3.379.215	219.508	1.737.327	17.422.996	1.348.945	409.424	19.181.365
Juillet .....	13.158.913	3.316.266	274.646	1.718.246	17.581.308	999.604	378.267	18.959.179
Août .....	13.197.191	3.385.457	374.425	1.718.246	17.651.596	1.074.341	441.107	19.167.044
Septembre .....	13.269.833	3.351.696	243.755	1.718.246	17.652.098	1.172.140	264.876	19.089.114
Octobre .....	13.088.310	3.161.023	300.821	1.718.246	17.726.344	887.561	179.459	18.793.364
Novembre .....	12.613.932	3.228.022	474.090	1.718.246	17.533.744	853.735	188.553	18.576.032
Décembre .....	12.518.231	3.372.888	573.620	1.718.246	17.616.405	974.475	159.083	18.749.963
1935 Janvier .....	12.747.604	3.634.323	732.452	1.699.257	17.984.917	1.192.494	228.549	19.405.960
Février .....	12.676.946	3.243.783	995.873	1.699.257	18.096.011	901.572	222.701	19.220.284
Mars .....	12.005.992	3.876.579	1.300.103	1.699.257	18.412.439	926.125	165.880	19.504.444
Avril .....	14.040.481	5.226.902	992.529	829.349	19.155.852	2.239.122	180.914	21.575.888
Mai .....	15.763.803	6.178.846	722.491	829.349	19.485.537	4.345.621	129.028	23.960.186

